
LES OBJECTIFS DE POLITIQUE ETRANGERE DES ETATS-UNIS

VOLUME 6

REVUE ELECTRONIQUE DU DEPARTEMENT D'ETAT DES ETATS-UNIS

NUMERO 1

*La sécurité nationale des Etats-Unis:
L'équipe du président George W. Bush*

Mars 2001

LES OBJECTIFS DE LA POLITIQUE ETRANGERE DES ETATS-UNIS

La sécurité nationale des Etats-Unis : L'équipe du président George W. Bush



Les ennemis de la liberté et de notre pays ne doivent pas s'y tromper. Les Etats-Unis restent engagés dans le monde, de par l'histoire et par choix, en mettant en place un équilibre du pouvoir qui favorise la liberté. Nous défendrons nos alliés et nos intérêts. Nous ferons preuve de détermination sans arrogance. Nous répondrons à l'agression et à la mauvaise foi par la détermination et par la force. Et nous plaiderons auprès de tous les pays pour les valeurs qui ont donné naissance à notre pays.

— Président George W. Bush,
discours d'investiture, 20 janvier 2001

Notre pays a également besoin d'une stratégie sans ambiguïté qui lui permette de faire face aux dangers du XXI^e siècle, des dangers plus étendus et plus difficiles à cerner que ceux du passé. Des dangers qui vont des terroristes aux tyrans, en passant par les pays hors la loi résolus à fabriquer des armes de destruction massive. Pour protéger notre population, nos alliés et nos amis, nous devons mettre au point et déployer une défense antimissile efficace.

— Président George W. Bush,
discours prononcé devant une séance plénière du Congrès,
27 février 2001

« Nous nous sommes entourés de la meilleure équipe de sécurité nationale jamais constituée par un gouvernement », a déclaré M. Bush, le 4 mars dernier. Ce numéro de « Les Objectifs de politique étrangère des Etats-Unis » passe en revue les priorités du gouvernement Bush en politique étrangère telles que les conçoivent les membres de l'équipe de sécurité nationale du président, c'est-à-dire le secrétaire d'Etat, M. Colin Powell, le secrétaire à la Défense, M. Donald Rumsfeld et la conseillère pour les questions de sécurité nationale, Mme Condoleezza Rice, ainsi que deux membres influents du Congrès et un universitaire en vue. Il contient des données de référence sur les principaux protagonistes et une liste de documents bibliographiques et de sites Internet.

LES OBJECTIFS DE POLITIQUE ETRANGERE DES ETATS-UNIS

*Revue électronique du département d'Etat
des Etats-Unis*

LA SECURITE NATIONALE DES ETATS-UNIS : L'EQUIPE DU PRESIDENT GEORGE W. BUSH

SOMMAIRE

◎ DOSSIER

L'ENGAGEMENT DES ETATS-UNIS DANS LE MONDE : UNE EPOQUE REMPLIE DE POSSIBILITES 5

Déclarations du secrétaire d'Etat Colin Powell sur les grandes questions de politique étrangère

DE LA DIFFICULTE D'ORGANISER LA DEFENSE DANS UN CONTEXTE PARADOXAL 12

Déclarations de M. Donald Rumsfeld sur les grands dossiers de la défense

LA POLITIQUE DES ETATS-UNIS EN MATIERE DE SECURITE NATIONALE : PROTEGER L'INFRASTRUCTURE VITALE DU PAYS 17

Déclarations de Mme Condoleezza Rice sur les grands dossiers de la sécurité

◎ ANALYSE

ARRETER L'ORDRE DU JOUR DES ETATS-UNIS EN MATIERE DE POLITIQUE ETRANGERE 21

Jesse Helms, sénateur

LE SUCCES DE LA POLITIQUE ETRANGERE DEPENDRA DE L'ENTENTE ENTRE LES PARTIS 25

Joseph Biden, sénateur

LES ENJEUX DU GOUVERNEMENT BUSH EN POLITIQUE ETRANGERE 29

Robert Lieber

Professeur d'administration, université de Georgetown

◎ LES PROTAGONISTES

COLIN POWELL 33

Secrétaire d'Etat

DONALD RUMSFELD 34

Secrétaire à la Défense

CONDOLEEZZA RICE 35

Conseillère en matière de sécurité nationale

GEORGE TENET 36

Directeur des services centraux du renseignement

© AUTRES SOURCES D'INFORMATION (EN ANGLAIS)

ARTICLES RECENTS	37
BIBLIOGRAPHIE	38
PRINCIPAUX SITES INTERNET	39

LES OBJECTIFS DE POLITIQUE ETRANGERE DES ETATS-UNIS

REVUE ELECTRONIQUE DU DEPARTEMENT D'ETAT DES ETATS-UNIS

VOLUME 6 • NUMERO 1 • MARS 2001

Le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat des Etats-Unis offre des produits et des services qui visent à expliquer la politique des Etats-Unis à des auditoires étrangers. Le Bureau publie cinq revues électroniques qui examinent les principales questions intéressant les Etats-Unis et la communauté internationale. Dans cinq numéros distincts — « Perspectives économiques », « Dossiers mondiaux », « Démocratie et droits de l'homme », « Les Objectifs de politique étrangère des Etats-Unis » et « La Société américaine » — ces revues présentent des déclarations sur la politique des Etats-Unis, des articles de fond, des analyses, des commentaires et des renseignements de base sur un thème donné.

Toutes les revues sont publiées en anglais, en français, en portugais et en espagnol; certaines d'entre elles sont également traduites en arabe et en russe. Une nouvelle revue en anglais est publiée toutes les trois à six semaines. La parution des versions traduites suit normalement de deux à quatre semaines celle de la version en anglais.

Les opinions exprimées dans les revues ne représentent pas nécessairement le point de vue ou la politique du gouvernement des Etats-Unis. Le département d'Etat des Etats-Unis n'est nullement responsable du contenu ou de l'accessibilité des sites Internet indiqués en hyperlien; seuls les éditeurs de ces sites ont cette responsabilité. Les articles publiés dans ces revues peuvent être librement reproduits en dehors des Etats-Unis, sauf indication contraire ou sauf mention de droit d'auteur. Les photos protégées par un droit d'auteur ne peuvent être utilisées qu'avec l'autorisation de la source indiquée.

Les numéros les plus récents, les archives ainsi que la liste des journaux à paraître, sont disponibles sur Internet à la page d'accueil du Bureau des programmes d'information internationale, à l'adresse suivante: <http://usinfo.state.gov/journals/journals.htm>

Ils sont disponibles dans plusieurs formats électroniques afin d'en faciliter la consultation en ligne, le transfert, le téléchargement et la reproduction.

Veuillez adresser toute correspondance au siège de l'ambassade des Etats-Unis de votre pays, à l'attention de la section Diplomatie publique, ou bien à la rédaction:

Editor, U.S. Foreign Policy Agenda
Political Security — IIP/T/PS
U.S. Department of State
301 4th Street, SW
Washington, DC 20547
Etats-Unis d'Amérique
Adresse courrier électronique: ejforpol@pd.state.gov

Veuillez noter qu'il est possible de consulter le présent numéro des Objectifs de politique étrangère des Etats-Unis sur Internet à l'adresse suivante:
<http://usinfo.state.gov/journals/itps/0900/ijpf/ijpf0900.htm>

DIRECTRICE DE LA PUBLICATION . . .	Judith Siegel
RÉDACTEUR EN CHEF	James Hutcheson
RÉDACTRICE EN CHEF ADJOINTE . . .	Margaret McKay
VERSION INTERNET	Wayne Hall
RÉDACTEURS	Jennifer Clark
.	Ralph Dannheisser
.	Susan Ellis
.	Merle Kellerhals
.	Jody Rose Platt
.	Jacqui Porth
.	Terence Scott
DOCUMENTATION	Sam Anderson
.	Rebecca Ford Mitchell
.	Vivian Stahl
CONCEPTION GRAPHIQUE	Barbara Long
ASSISTANTE GRAPHIQUE	Sylvia Scott
ASSISTANTE ADMINISTRATIVE	Yvonne Shanks
TRADUCTION	Service linguistique
.	IIP/G/AF
MAQUETTE DE LA VERSION	
FRANÇAISE.	Africa Regional Services, Paris
CONSEIL DE RÉDACTION	Howard Cincotta
.	Judith Siegel
.	Leonardo Williams

L'ENGAGEMENT DES ETATS-UNIS DANS LE MONDE : UNE EPOQUE REMPLIE DE POSSIBILITES

Déclarations du secrétaire d'Etat Colin Powell sur les grandes questions de politique étrangère



Selon le secrétaire d'Etat américain, M. Colin Powell, la période actuelle offre aux Etats-Unis de grandes possibilités parce qu'« il n'existe aucune autre idéologie capable de rivaliser avec ce que nous pouvons offrir au monde ». Les Etats-Unis, ajoute-t-il, peuvent utiliser leur puissance politique, diplomatique et militaire, mais surtout le pouvoir de leurs idées, pour poursuivre leur engagement sur la scène internationale. M. Powell est devenu le soixante-cinquième secrétaire d'Etat des Etats-Unis le 20 janvier, après avoir été chef d'état-major des armées (1989-1993) et conseiller présidentiel pour les questions de sécurité nationale sous le gouvernement Reagan. Nous donnons ci-après des extraits de diverses déclarations publiques de M. Powell qui reflètent ses vues sur les grandes questions de politique étrangère que devra traiter le gouvernement du président George W. Bush durant sa première année au pouvoir.

L'ENGAGEMENT DES ETATS-UNIS DANS LE MONDE

Quand je considère les défis actuels – qu'il s'agisse de l'Irak, du Proche-Orient, des armes de destruction massive, du trafic des femmes ou des droits de l'homme – ce qui motive mon espoir et mon exaltation, c'est la certitude absolue que nous possédons la bonne formule : notre liberté ; notre démocratie ; notre modèle économique ancré dans la liberté d'entreprise ; notre régime qui repose sur les droits de chaque homme et de chaque femme.

Si nous restons attachés à ces principes et si nous les défendons en tous lieux, nous continuerons à rénover notre monde de manière à ce que l'humanité tout entière en profite.

Je pense donc que nous vivons une époque remplie de possibilités pour notre pays. Il n'existe aucune autre idéologie qui puisse véritablement rivaliser avec celle que nous offrons au monde. Elle est venue à bout de l'Union soviétique. Elle change la Chine, malgré certaines difficultés qui continuent de nous préoccuper.

Ce que nous devons faire, c'est renforcer nos succès sans redouter les difficultés et les risques, et utiliser la puissance qui est la nôtre – notre puissance politique, diplomatique et militaire, mais surtout le pouvoir de nos idées – afin de rester engagés dans le monde. Et

c'est précisément ce qu'ont l'intention de faire le président Bush et son équipe de sécurité nationale.

— **Déclaration liminaire devant la Commission des relations internationales de la Chambre des représentants, 7 mars**

L'OTAN

Au programme de ma première visite à l'étranger (en tant que secrétaire d'Etat) figuraient non seulement le Proche-Orient et le golfe Persique, mais aussi Bruxelles, au retour, pour des entretiens avec mes collègues de l'OTAN et avec mes nouveaux partenaires de l'Union européenne (UE). L'OTAN et l'Europe ne sont plus ce qu'elles étaient du temps de la guerre froide où, en tant que militaire stationné à Fulda, je m'attendais à voir les gardes de l'Armée soviétique fondre sur moi [...]

C'est très bien, mais nous devons nous souvenir que cette Alliance est toujours vitale. Et voici le message que j'ai transmis aux Européens : les Etats-Unis resteront engagés dans cette Alliance ainsi qu'envers l'Union européenne. Et nous pouvons renforcer l'Alliance. Elle ne va pas disparaître. Elle ne va pas s'effondrer. Nos alliés européens peuvent vouloir envisager des choses

telles que l'Identité européenne de sécurité et de défense (IESD), mais nous leur avons expliqué qu'elle devait s'inscrire dans le cadre de l'OTAN et nous pensons qu'ils le comprennent. L'OTAN se porte très bien, si bien que neuf nouveaux pays attendent de voir s'ils ne peuvent pas en devenir membres.

Pourquoi ces pays (anciens membres du Pacte de Varsovie) veulent-ils devenir membres de l'OTAN? Est-ce pour devenir les partenaires de leurs autres amis européens? Certes. Mais la véritable raison de leur désir de devenir membres de l'OTAN est de s'associer à ce bastion de la liberté que représentent ici, en Amérique du Nord, les Etats-Unis et le Canada. C'est pourquoi ils veulent faire partie de l'OTAN, et c'est pourquoi nous devons continuer à aider l'Alliance à se développer. Et je pense que nous avons les moyens de faire de nouveau de l'OTAN ce qu'elle était dans le passé: le bastion de la sécurité, de la paix et de la liberté en Eurasie, une entité avec laquelle la Russie devra traiter. L'avenir de la Russie est à l'Ouest parce qu'elle a besoin de la technologie, de l'information et du savoir-faire économique de l'Occident.

L'un des problèmes que l'OTAN aura à résoudre ce printemps et cet été consistera à fixer les normes auxquelles les neuf candidats à l'adhésion devront répondre. Comme vous le savez, avec trois de ces pays, en particulier, il y a une série de points sensibles: ce sont les Etats baltes et nos relations avec la Russie.

En définitive, leur admission à l'OTAN reposera sur les bases suivantes: répondent-ils aux normes, peuvent-ils contribuer à l'Alliance et serons-nous en mesure de les défendre dans le cadre des dispositions de l'Alliance, respecteront-ils certains critères en matière de démocratie, de réforme économique et de stabilité?

— **Déposition devant la Commission des relations internationales de la Chambre, le 7 mars, et devant la Commission sénatoriale des affaires extérieures, le 8 mars**

LE MAINTIEN DE LA PAIX DANS LES BALKANS

Les Etats-Unis se sont engagés à promouvoir le succès des forces de maintien de la paix dans les Balkans. Avec nos alliés de l'OTAN, nous évaluerons soigneusement et régulièrement le type et les effectifs de nos forces.

Nous sommes décidés à tenir nos engagements en faveur de la stabilité de la région et nous éviterons toute mesure qui compromettrait les succès obtenus jusqu'à présent par l'Alliance. Nous nous sommes engagés à veiller, lors de l'évaluation de la situation de nos forces dans les Balkans, à agir en pleine consultation avec nos alliés de l'OTAN. Nous partons du principe que « nous y sommes allés ensemble et nous en sortirons ensemble » et, ce faisant, nous veillerons, à tout moment, à assurer un bon équilibre des forces.

— **Conférence de presse commune avec le secrétaire général de l'OTAN, le général George Robertson, Bruxelles, 27 février**

LA MACEDOINE

Nous avons fait clairement savoir à tous les dirigeants de la région et à ceux qui [...] s'efforcent d'enrayer le progrès, à ceux qui se conduisent en extrémistes et tentent de faire obstacle à la démocratie [...] que nous soutiendrons le gouvernement macédonien. Nous avons clairement indiqué que nous soutiendrons l'intégrité territoriale de la Macédoine et que nous allons collaborer étroitement avec son gouvernement de coalition pour éviter qu'il soit ébranlé par ce gangstérisme en provenance du Kosovo.

Aux côtés de leurs collègues de l'OTAN, les troupes américaines feront tout leur possible pour patrouiller la frontière côté Kosovo afin d'empêcher les infiltrations en Macédoine. Nous interviendrons par la voie diplomatique, par tous les moyens possibles, pour faire en sorte que la Macédoine reste libre et démocratique, à même de choisir son avenir sans être perturbée ou bouleversée par ce genre d'éléments extrémistes.

— **Déclaration devant la National Newspaper Association, 23 mars**

LA RUSSIE

Nous voulons être amis avec la Russie. Nous n'essayons pas de nous tenir à l'écart de la Russie. Nous ne recherchons pas des moyens d'offenser ce pays, mais nous avons fait comprendre à nos homologues russes que nos relations devaient refléter de la maturité et que nous devons nous parler franchement [...]

Un problème a surgi cette semaine [la semaine du 19 mars], un problème auquel nous avons dû réagir [...] et qui concernait un espion [américain] du nom de [Robert] Hanssen. En examinant cette affaire, nous avons été amenés à étudier le problème constant que nous avons avec les Russes en ce qui concerne le niveau de leur présence ici dans le domaine du renseignement, et nous avons décidé que nous devions réagir. [Les Etats-Unis ont réagi à la découverte de l'espionnage auquel un agent supérieur du FBI (Bureau fédéral d'enquête), Robert Hanssen, se livrait pour le compte des Russes depuis 1985, en annonçant l'expulsion d'une cinquantaine de diplomates russes.]

Notre réaction a été mesurée, réaliste et appropriée. En ce qui nous concerne, l'incident est clos. Cette action ne faisait pas partie d'un vaste plan ; il s'agissait d'un problème isolé auquel nous devions faire face. Nous ne nous y sommes pas dérochés. Nous n'avons pas reculé. Nous l'avons réglé de façon réaliste.

Et j'ai eu à ce sujet un long entretien avec le ministre des affaires étrangères, M. Igor Ivanov, qui m'a exprimé son point de vue en termes très, très vifs [...]

Mais nous en sortirons parce que le monde a besoin que de bonnes relations existent entre la Russie et les Etats-Unis. Le monde a besoin que nous explorions ensemble toutes les questions qui nous intéressent : nos relations bilatérales, nos relations commerciales, les problèmes régionaux, les armements et la défense antimissile. Toutes ces questions feront l'objet de discussions.

— **Déclaration devant la National Newspaper Association, 23 mars**

LA CHINE

La Chine est un géant qui cherche sa place dans le monde. C'est un pays qui a encore des dirigeants communistes, mais qui possède des structures typiquement chinoises qui défient toute caractérisation, si ce n'est qu'une forte tendance au capitalisme s'y manifeste actuellement. Notre problème avec la Chine consiste à prendre le maximum de mesures constructives et utiles conformes à nos intérêts. Le Japon, la Corée du Sud, l'Australie et nos autres alliés et amis de la région ont un enjeu dans la promotion de

relations constructives avec la Chine, et nous voulons collaborer avec eux pour traiter avec une Chine dynamique.

En devenant membre à part entière de l'Organisation mondiale du commerce, en adoptant un comportement de plus en plus responsable dans la région et dans le monde et, ce qui est le plus important, en accordant une plus grande liberté à sa population, la Chine peut encore donner suite à la promesse que Sun Yat-sen avait commencé à tenir il y a près de cent ans. Mais dans l'intervalle, nous traiterons la Chine comme elle le méritera. La Chine n'est pas un partenaire stratégique. Mais elle n'est pas pour autant un ennemi inévitable et implacable. C'est un pays concurrent, un rival régional en puissance mais aussi un partenaire commercial désireux de coopérer dans des domaines où nos intérêts stratégiques se recoupent, comme en Corée. La Chine est tout cela, mais elle n'est pas un ennemi et nous devons faire en sorte que cela reste le cas.

Les Etats-Unis reconnaissent qu'il n'y a qu'une seule Chine. A cet égard, Taïwan fait partie de la Chine. La façon dont la République populaire de Chine et Taïwan résoudront leur différend sur l'interprétation de cette notion est leur problème, à condition que le recours à la force militaire ne soit pas l'une des méthodes utilisées. En attendant, nous soutiendrons Taïwan et nous répondrons aux besoins de sa défense conformément à notre Loi sur les relations avec Taïwan sur laquelle repose notre engagement envers cette démocratie travailleuse et prospère. Que tous ceux qui en douteraient, pour quelque raison que ce soit, soient assurés d'une vérité immuable : nous nous attendons à un règlement pacifique, nous exigeons une solution acceptable pour les peuples qui vivent de part et d'autre du détroit de Taïwan. C'est l'un des principes fondamentaux auxquels nous tenons fermement et tout le monde devrait clairement le comprendre.

— **Déclaration liminaire prononcée le 17 janvier lors de l'audition de confirmation devant la Commission sénatoriale des relations extérieures**

LA VISITE DU VICE-PREMIER MINISTRE CHINOIS, QIAN QICHEN

Nous avons eu une série d'excellents entretiens [les 21 et 22 mars, à Washington] avec le vice-premier ministre chinois, M. Qichen, qui [...] s'est montré communicatif et qui voulait sonder notre nouveau gouvernement. Il souhaitait aussi nous faire part du vif intérêt qu'il porte à l'évolution de l'économie chinoise. Il tenait en outre à s'assurer que nous comprenions les préoccupations de la Chine au sujet de Taïwan, et nous nous sommes assurés qu'il comprenait les nôtres.

Nous n'avons pas cherché à décrire de façon simpliste nos relations avec la Chine car nous sommes conscients de leur complexité. Nous sommes des partenaires commerciaux et nous sommes appelés à être des concurrents régionaux, mais il y a de multiples domaines dans lesquels nous pouvons et devons collaborer pour tenter d'intégrer davantage la Chine à la communauté internationale, notamment par son accession à l'Organisation mondiale du commerce. Et ensemble, nous pouvons tourner le dos au passé et aller de l'avant de façon plus positive, dans des directions plus positives, tout en protégeant nos intérêts respectifs.

— **Déclaration devant la National Newspaper Association, 23 mars**

LA CORÉE DU NORD

La Corée du Nord est gouvernée par un régime despotique, brisé. Nous ne nous faisons aucune illusion à son sujet, pas plus que sur la mentalité de l'homme qui gouverne ce pays. Nous savons que c'est un despote, mais la société en faillite qu'il domine doit commencer à s'ouvrir au monde si elle ne veut pas sombrer complètement. Et encore, l'ouverture au monde ne suffira peut-être pas à assurer sa survie.

Le président Bush a déclaré apprécier ce qu'a fait le président de la Corée du Sud, M. Kim Dae Jung, pour « ouvrir la porte », comme il le dit souvent [notamment dans son entrevue avec son homologue nord-coréen Kim Jong-Il, en juin 2000]. M. Bush le soutient et est favorable aux autres mesures qu'il va adopter cette année [...] Parallèlement, nous étudierons les initiatives que nous nous proposerons de prendre à propos de nos relations avec la Corée du Nord quand

nous déciderons que le moment sera venu de renouer ces relations.

Ceci dit, nous avons exprimé dans les termes les plus vifs l'inquiétude que nous causent les efforts de la Corée du Nord en vue de la mise au point d'armes de destruction massive et le fait qu'elle fournit de telles armes ainsi que des missiles et divers matériels à d'autres pays non seulement dans la région, mais à travers le monde. Il s'agit là d'une source majeure de prolifération.

L'examen des éléments de négociation que le gouvernement précédent nous a légués nous a permis de découvrir des signes très prometteurs. Ce qui faisait défaut, c'était un dispositif de surveillance et de vérification du type dont nous aurions besoin pour poursuivre des négociations avec un tel régime.

Or la Corée du Nord n'a pas pris de mesures sérieuses dans ce sens sous le gouvernement Clinton.

C'est pourquoi le président a dit que nous allions prendre notre temps, que nous allions élaborer une politique générale et qu'en temps voulu, nous déciderions, à notre propre rythme, de la meilleure façon de renouer des relations avec le régime nord-coréen.

— **Déposition devant la Commission sénatoriale des affaires extérieures, 8 mars**

LE PROCHE-ORIENT

Au Proche-Orient, le processus de paix pose un défi majeur. J'applaudis à l'acharnement avec lequel les prédécesseurs du président Bush se sont employés à tenter de trouver une solution à un conflit vieux d'un demi-siècle ayant ses racines dans l'antiquité. Le président Bush poursuit aussi cet objectif. Nous recherchons une paix durable fondée sur un soutien inébranlable à la sécurité d'Israël, sur les aspirations légitimes du peuple palestinien, sur nos amitiés dans le monde arabe et sur le principe réaliste selon lequel ce sont les parties elles-mêmes qui doivent établir la paix.

Nous déplorons l'intensification de la violence dans la région et encourageons les parties à faire tout leur possible pour y mettre fin. Il est impossible de

rechercher la paix au milieu de cette violence. Nous nous engageons également à faire porter nos efforts sur l'ensemble de la région et non pas simplement sur le processus de paix. Nous sommes prêts à coopérer avec toutes les parties de la région pour parvenir à une solution d'ensemble. La paix pour Israël signifie la paix avec tous ses voisins, y compris la Syrie, où nous devons exploiter les possibilités créées par le retrait des forces israéliennes du Liban.

— **Déclaration liminaire prononcée le 17 janvier lors de l'audition de confirmation devant la Commission sénatoriale des affaires extérieures**

LA VISITE DE M. SHARON

Le premier ministre israélien, M. Sharon, était à Washington le 20 mars et nous avons eu avec lui des entretiens très ouverts et très francs entre amis. Nous nous sommes assurés qu'Israël comprenait notre engagement total envers sa sécurité [...] Nous avons également discuté de ce que nous devrions tenter de faire, en collaboration avec nos amis arabes dans la région et avec le président de l'Autorité palestinienne, M. Arafat, pour maîtriser la violence, pour que les deux camps fassent preuve du maximum de retenue afin de faire baisser le niveau de la violence, pour que l'activité économique puisse reprendre et que les gens puissent se sentir de nouveau en sécurité dans leur quartier.

Il faut d'abord rétablir la coopération et la coordination dans le domaine de la sécurité. Ensuite, quand la situation se sera stabilisée, nous pourrons envisager de renouer avec les pourparlers de paix que souhaitent les deux camps et dont leurs deux peuples ont besoin pour pouvoir partager cette terre sainte.

— **Déclaration devant la National Newspaper Association, 23 mars**

L'IRAK

L'examen de la situation en Irak était le principal objectif de mon voyage dans le golfe Persique et au Proche-Orient, en février dernier. Lorsque le gouvernement Bush a pris ses fonctions, le 20 janvier, j'ai découvert que notre politique envers l'Irak était en plein chaos. Le soutien aux sanctions de l'ONU, qui avaient été si efficaces ces dix dernières années, s'évaporait.

La première chose que nous devons faire, selon moi, c'était modifier le caractère du débat. On nous accusait à tort de nuire au peuple irakien, aux enfants irakiens, et nous devons opposer un démenti à cette affirmation. Ces sanctions visaient les armes de destruction massive.

Nous devons d'abord parler de la façon dont le gouvernement irakien menace les enfants, ses propres enfants et ceux de l'Arabie saoudite, du Koweït, de la Syrie et de tous les pays de la région, du danger que Saddam Hussein leur fait courir, et réfuter ainsi l'argument qu'il utilise contre nous.

Il nous fallait ensuite examiner les sanctions elles-mêmes. Etaient-elles utilisées pour faire obstacle à l'acquisition d'armes de destruction massive ou commençaient-elles à nuire au peuple irakien ? La solution consistait, à mon avis, à éliminer les dispositions du régime de sanctions qui portaient sur des articles à usage civil destinés à la population pour concentrer exclusivement les sanctions sur les armes de destruction massive et les articles susceptibles de servir à leur fabrication.

J'ai transmis ce message à l'ensemble de la région et constaté que nos amis arabes ainsi que les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU [les Etats-Unis, le Royaume-Uni, la France, la Chine et la Russie] et certains de mes collègues de l'OTAN, trouvaient cette solution très séduisante et pensaient que nous devions continuer à poursuivre cet objectif. Voyons s'il existe un meilleur moyen d'utiliser ces sanctions pour qu'elles visent les armes de destruction massive et éliminons l'argument que nous avons laissé Saddam Hussein utiliser, selon lequel nous nuisions au peuple irakien. C'est lui qui nuit à son peuple, pas nous.

Le gouvernement irakien a plus d'argent qu'il n'en faut pour faire face aux besoins de sa population. Aucun argent ne rentre plus en Irak du fait de la modification apportée au régime des sanctions, mais Saddam Hussein jouit d'une plus grande latitude qui lui permettra, s'il la met à profit, de satisfaire les besoins de sa population.

Comment finirons-nous par supprimer les sanctions? Il faut que les inspecteurs retournent en Irak. Si Saddam Hussein veut s'en sortir, s'il veut contrôler de nouveau les comptes bloqués dans le cadre du programme «pétrole contre nourriture», le seul moyen pour lui est de laisser de nouveau les inspecteurs entrer dans son pays. Mais ce n'est pas à nous de le supplier de le faire, c'est à lui qu'il incombe d'agir. Nous contrôlons l'argent; nous continuerons à limiter les armes de destruction massive. M. Saddam Hussein, vous ne pouvez plus utiliser l'argument selon lequel nous nuisons à votre population.

Si les inspecteurs retournent en Irak, s'ils peuvent faire leur travail et si, dès le départ, nous sommes satisfaits de ce qu'ils découvrent, nous pourrions suspendre les sanctions. Et à un moment donné, quand nous aurons la conviction qu'il n'y a plus d'armes de destruction massive, alors peut-être envisagerons-nous de supprimer les sanctions. Mais ce n'est pas pour demain. Il s'agissait donc pour nous non pas d'atténuer les sanctions, mais de sauver un régime de sanctions en voie d'effondrement.

Dans le cadre de cette approche, nous voudrions également faire comprendre au gouvernement irakien que nous nous réservons le droit de frapper militairement en Irak toute activité, toute installation incompatible avec l'obligation qui lui incombe de se débarrasser de ces armes de destruction massive.

Cela règle le problème des inspections de l'ONU. En ce qui concerne les zones d'interdiction aérienne, nous passons notre politique en revue pour voir si nous l'appliquons le plus efficacement possible. Par ailleurs, nous soutenons les activités de l'opposition irakienne. Le principal bénéficiaire de notre soutien est le Congrès national irakien et, la semaine dernière, j'ai débloqué une nouvelle partie des fonds que le Congrès américain nous a alloués à ce titre. Et nous étudions actuellement ce que nous pouvons faire de plus pour les soutenir et

voir quelles autres activités de l'opposition nous pourrions inclure dans cette stratégie en faveur d'un changement de régime.

Je pense donc qu'il s'agit d'une étude générale et complète des mesures à prendre pour reconstituer la coalition, faire porter le fardeau au gouvernement irakien, nous concentrer sur ce qui est important, c'est-à-dire les armes de destruction massive, maintenir l'isolement du régime irakien et nous assurer de son endiguement. On peut espérer que le jour viendra où les circonstances permettront l'avènement d'un régime irakien meilleur pour le monde.

— **Déclaration liminaire prononcée le 8 mars devant la Commission sénatoriale des affaires extérieures**

LES AMERIQUES

Ce n'est pas par hasard que le président Bush a eu ses premiers entretiens [avec des dirigeants étrangers] avec le premier ministre canadien, M. Chrétien, et avec le président mexicain, M. Fox. Nous comprenons l'importance que revêt pour nous le Mexique, notre second partenaire commercial après le Canada. Et nous avons commencé, de concert avec le président Fox, à mettre en place une nouvelle manière d'aborder nos problèmes mutuels. Je présiderai les comités qui ont été créés lors de ce sommet [avec le président Fox] pour traiter des problèmes d'immigration. L'ALENA (Accord de libre-échange nord-américain) est un puissant moteur qui peut aider à faire tomber les obstacles, donner au Mexique la possibilité de fournir des emplois à sa population et aider à résoudre le problème de l'immigration qui se pose à nous tous.

Nous nous sommes engagés à appliquer un plan andin allant au-delà du Plan pour la Colombie, afin de nous attaquer à l'offre de stupéfiants dans cette partie du monde. C'est pour la même raison que nous nous réjouissons à la perspective de prendre part au Sommet des Amériques qui aura lieu à Québec en avril et auquel participeront tous les pays démocratiques de l'Amérique afin de discuter de démocratie et d'éducation. Ce sont les deux principales questions inscrites au programme de ce sommet. Nous parlerons également du commerce et d'un accord de libre-échange pour les Amériques qui lierait tous les pays,

d'une extrémité à l'autre de notre hémisphère, en faisant tomber les obstacles au commerce. Tous les Etats auraient ainsi également accès à l'information sur les techniques et au potentiel de richesse que représentent des mécanismes commerciaux fondés sur la libre entreprise.

— **Déclaration liminaire prononcée le 7 mars devant la Commission des relations internationales de la Chambre**

L'AFRIQUE

Nous devons poursuivre notre politique d'ouverture envers l'Afrique, et même prendre des mesures plus substantielles dans ce domaine. L'une des initiatives les plus importantes prises par le Congrès l'année dernière a été l'adoption de la Loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique. Le libre-échange est important dans le monde entier, mais différentes régions appellent des formules différentes pour en favoriser l'instauration. Cette loi est la formule qui convient pour intégrer l'Afrique au monde plus prospère de la libre circulation des capitaux et des marchandises.

De concert avec des pays dotés d'une économie dynamique tels que l'Afrique du Sud et, par la suite, le Nigeria et d'autres pays africains en cours de transformation, nous pouvons commencer à améliorer l'existence des habitants les plus pauvres d'Afrique. Nous savons aussi que les Africains doivent faire davantage par eux-mêmes. Au Nigeria, cela signifie une adoption rapide de la privatisation et une plus grande ouverture de l'économie. En Sierra Leone, au Liberia, en Angola, au Congo et ailleurs, cela signifie mettre fin à la tuerie, retirer les armes des mains des enfants, mettre fin à la corruption, rechercher des compromis et commencer à travailler dans une atmosphère de paix et de dialogue au lieu de recourir à la guerre et aux massacres. Cela signifie aussi consacrer les ressources provenant de l'exploitation du pétrole, des mines de diamant et autres ressources précieuses aux écoles, aux hôpitaux et à la construction de routes carrossables, et renoncer aux bombes, aux balles de fusil et aux querelles entre seigneurs de la guerre.

— **Déclaration liminaire prononcée le 17 janvier lors de l'audition de confirmation devant la Commission sénatoriale des affaires extérieures** ©

DE LA DIFFICULTE D'ORGANISER LA DEFENSE DANS UN CONTEXTE PARADOXAL

Déclarations de M. Donald Rumsfeld sur les grands dossiers de la défense



« Nous jouissons d'une paix marquée par plusieurs paradoxes. Nous n'avons jamais, depuis le début de l'ère atomique, été aussi peu exposés aux dangers d'une guerre nucléaire massive qu'aujourd'hui. Nous sommes en revanche plus vulnérables aux valises bourrées d'explosifs, aux cyber-terroristes et à la violence pure et aveugle des régimes hors la loi », a noté le secrétaire américain à la Défense, M. Donald Rumsfeld, le 26 janvier 2001, lors des cérémonies qui ont marqué sa prise de fonctions au Pentagone. M. Rumsfeld est devenu le 21^e secrétaire à la Défense des Etats-Unis le 22 janvier, portefeuille qu'il avait détenu de 1975 à 1977 dans le gouvernement du président Ford. On trouvera ci-après des extraits de diverses déclarations de M. Rumsfeld qui reflètent ses vues sur les questions de sécurité nationale que devra traiter le gouvernement du président George W. Bush au cours de sa première année au pouvoir.

LES BUTS DE LA DEFENSE

Le président Bush est entré en fonctions avec trois buts en tête : renforcer les liens de confiance avec les forces armées américaines, protéger la population américaine des attaques et des menaces terroristes, et se doter de forces armées capables de tirer parti des extraordinaires innovations techniques actuelles pour faire face aux nouvelles menaces de notre siècle.

La réussite dans ces trois domaines est une question de mission et d'attitude. L'un des éléments que nous devons combattre est cette impression d'avoir tout le temps de nous préparer à la tâche qui nous attend. On semble en effet se dire, d'une manière générale, que nous ne pouvons pas agir ou qu'il est inutile de le faire, parce que le monde évolue, que nous sommes en phase de transition entre la guerre froide et la période suivante, laquelle n'est pas encore définie ; et que donc nous avons tout loisir d'attendre que les choses se tassent ou se calment un peu.

Mais il me semble que cette phase de changement à laquelle nous assistons pourrait bien être permanente, et non une simple transition faisant suite à la guerre froide. Nous sommes peut-être parvenus à une période de changement constant. S'il en est ainsi, le plus tôt

nous en conviendrons, le plus tôt nous pourrions nous mettre à l'œuvre pour apporter à notre pays et à nos concitoyens toute la sûreté et la sécurité nécessaires dans le contexte de cette nouvelle donne.

— **Allocution prononcée le 26 janvier lors des cérémonies officielles d'entrée en fonctions au Pentagone**

LES PRINCIPAUX OBJECTIFS DE LA DEFENSE

J'entends poursuivre cinq objectifs clés et, en vue de leur réalisation, mettre en œuvre les mesures et allouer les ressources nécessaires.

En premier lieu, nous devons concevoir et mettre en place des mécanismes de dissuasion adaptés à l'environnement actuel de la sécurité, aux nouvelles conditions entourant notre sécurité nationale.

La prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs constitue de plus en plus une réalité de l'existence qui doit être reconnue d'abord, puis prise en compte. S'il est essentiel de s'efforcer d'enrayer cette prolifération, il faut se rendre compte qu'un Etat déterminé peut néanmoins se doter d'armes de destruction massive et de missiles de plus en plus puissants. Il convient donc d'opérer un changement décisif de politique, de manière à dévaloriser, chez d'éventuels adversaires, l'investissement dans les armes de destruction massive et leurs vecteurs.

Dans un monde où les menaces sont de moindre envergure, mais, à maints égards, plus mortelles, la capacité de nous défendre, nous et nos alliés, contre les missiles et autres armes terroristes peut accroître l'efficacité de la dissuasion et constituer un complément important des capacités de riposte pure. En outre, si nous voulons conserver notre liberté d'agir en cas de crise, notre aptitude à protéger nos forces armées est essentielle. A cette fin, nous devons nous doter de capacités efficaces de défense antimissile, non seulement pour assurer la défense de nos territoires, mais aussi pour protéger nos forces armées à l'étranger ainsi que nos alliés et amis, et ce en utilisant les ressources des techniques modernes afin de réduire les coûts au maximum.

La dissuasion nucléaire reste une composante essentielle de notre politique de défense. La crédibilité, la sûreté, la fiabilité et l'efficacité de notre dissuasion nucléaire doivent rester indiscutables. Mais elle doit être adaptée au XXI^e siècle. Une dissuasion crédible ne peut plus reposer exclusivement sur la perspective de représailles sous forme de riposte massive. Elle doit être fondée sur un ensemble de capacités nucléaires offensives et de capacités non nucléaires défensives ayant pour effet de refuser aux adversaires potentiels la possibilité et les avantages d'une menace d'utilisation ou d'une utilisation effective d'armes de destruction massive contre nos forces armées et notre territoire, et contre nos alliés.

En second lieu, la disponibilité au combat et l'entretien des forces déployées doivent être assurés.

Lorsque les forces armées des Etats-Unis sont appelées à intervenir, elles doivent être prêtes à faire face à toute éventualité et capables, s'il le faut, d'entreprendre des opérations de longue durée.

En troisième lieu, les capacités des Etats-Unis en matière de commandement, de contrôle, de communications, de renseignement et dans le domaine spatial doivent être modernisées pour répondre aux besoins du XXI^e siècle.

Nos capacités de défense doivent suivre l'évolution des dangers qui nous menacent [...] La conception et le déploiement d'un système de commandement, de contrôle, de communications et de renseignement

véritablement moderne sont d'une importance fondamentale du point de vue de la transformation de nos forces armées, et indispensables pour appuyer notre capacité d'entreprendre des démarches diplomatiques efficaces.

Quatrièmement, les milieux de la défense aux Etats-Unis doivent évoluer pour tenir compte des circonstances particulières au XXI^e siècle.

Le processus d'acquisition des systèmes d'armement actuellement en place a été conçu dans un contexte différent du nôtre. Il n'est pas adapté aux exigences résultant de l'expansion des menaces non traditionnelles et asymétriques en cette époque de progrès techniques rapides et de prolifération généralisée [...] Je m'attacherai à élaborer une nouvelle stratégie d'acquisition qui soit à même de tirer parti des pratiques industrielles modernes des Etats-Unis, et qui nous permettra de concevoir et de mettre en service des systèmes d'armement à un rythme correspondant aux besoins et aux possibilités du siècle nouveau.

Cinquièmement, la réforme des structures, des procédures et de l'organisation du ministère de la défense.

J'examinerai, en consultation avec le Congrès, les moyens de réviser le dispositif législatif et réglementaire de façon à éliminer les principaux obstacles à la réforme.

— **Déclaration liminaire prononcée le 11 janvier devant la commission sénatoriale des forces armées**

LE PROGRAMME DE DEFENSE ANTIMISSILE

Le monde dit de l'après-guerre froide est un monde plus intégré, ce qui fait que les armes et les techniques autrefois réservées à quelques pays prolifèrent et se répandent partout. Et ce ne sont plus seulement des Etats, mais aussi des entités non étatiques qui en disposent.

Nous devons reconnaître, je crois, que le principe de la dissuasion reposant sur la destruction mutuelle assurée et la riposte massive a relativement bien marché durant la guerre froide [...] Les problèmes actuels sont autres.

Les exigences le sont aussi. Et il nous incombe de nous préparer à l'évolution des circonstances pour nous assurer, avant toute chose, que nous serons en mesure de dissuader des agresseurs irrationnels et dangereux de passer à l'action ou de menacer de le faire.

Le principe de la défense antimissile est, il me semble, très raisonnable. Ce que nous savons, c'est qu'avec la fin de la guerre froide, la prolifération a répandu les armes de destruction massive et les techniques qui y sont liées dans le monde entier. Tout président, considérant ses responsabilités de commandant en chef des forces armées, devra admettre qu'une politique conçue pour maintenir les populations américaines dans un état de vulnérabilité totale n'est pas très logique.

Entendons-nous bien : il ne s'agit pas de mettre en place un système de défense parfait, mais on ne saurait pour autant laisser le peuple américain entièrement sans défense. Le problème ne relève pas tant des questions de capacités techniques que de la responsabilité constitutionnelle du président [...] En conséquence, les Etats-Unis ont l'intention de concevoir et de déployer un système de défense antimissiles capable de défendre leur population et leurs forces armées contre une attaque d'envergure limitée de missiles balistiques, et sont disposés à aider leurs amis et alliés menacés par de telles attaques à déployer un bouclier antimissile. Ces systèmes ne menaceront personne. C'est un fait. En conséquence, ils ne devraient inquiéter personne, sauf ceux qui ont l'intention de menacer les autres.

Les Etats-Unis n'ont aucun intérêt à déployer un système de défense qui les séparerait de leurs amis et alliés. En fait, nous sommes tous sous le coup des mêmes menaces. Les Etats-Unis ont tout intérêt à s'assurer que leurs amis et alliés, ainsi que leurs forces armées sur le terrain, soient protégés des attaques et ne soient pas vulnérables aux menaces ou au chantage. Loin d'être une question qui nous divise, nous voyons ici une nouvelle occasion d'œuvrer de concert au renforcement de notre sécurité collective.

— **Propos tenus lors de la Conférence de Munich sur la politique européenne de sécurité, le 3 février, et lors de l'interview télédiffusée par Fox TV News, le 11 février**

LA DEFENSE ANTIMISSILE NATIONALE ET DE THEATRE

J'ai conclu que les termes « nationale » et « de théâtre », appliqués à la défense antimissiles, étaient inutiles [...] En fait, selon l'endroit où l'on vit, la défense sera « nationale » ou « de théâtre ». Les Etats-Unis sont étroitement liés à certains amis et alliés. Nous avons des soldats déployés dans le monde entier. Nous avons intérêt à reconnaître que les missiles balistiques, et toutes les autres armes de destruction massive, constituent une menace [...] Avec le temps, on comprendra qu'il est tout aussi important de défendre notre territoire et notre population que nos forces déployées à l'étranger et nos alliés, dans toute la mesure du possible. J'ai donc cessé d'employer ces deux mots.

— **Conférence de presse commune tenue le 8 mars au Pentagone avec le secrétaire général de l'OTAN, le général George Robertson**

LE TRAITE ABM

J'ai demandé à nos experts d'envisager une défense antimissiles libérée des contraintes du Traité sur la limitation des systèmes de missiles antimissiles (Traité ABM), afin de voir ce qui est le plus raisonnable sur le plan des coûts, du déploiement et de la fiabilité. Nous n'avons aucun désir d'agir de façon à contrarier nos alliés et amis [...]

Je ne crois pas que le Traité ABM soit la clé de la stabilité stratégique. La guerre froide est terminée. Or ce traité a été conçu par (l'ancien conseiller du président Nixon pour la sécurité nationale) M. Henry Kissinger, entre autres, qui admet qu'il n'a plus la même pertinence qu'autrefois [...]

Il faut donner six mois de préavis pour pouvoir modifier le Traité, et je ne doute pas que nous aurons besoin de le faire. Il faut donc, bien avant cela, entamer les consultations avec nos amis et alliés, et ensuite avec la Russie [...] Nous sommes en train de discuter de toutes ces choses, mais nous ne sommes encore parvenus à aucune conclusion.

— **Interview accordée le 18 mars au «Sunday Telegraph» de Londres**

L'OTAN

C'est la volonté des pays d'agir collectivement qui contribue à maintenir la sécurité et à consolider la paix [...] En tant qu'ancien représentant à l'OTAN, j'ai un immense respect pour la valeur de l'Alliance. Elle est l'instrument clé du maintien de la paix en Europe depuis plus de 50 ans et l'on peut dire, je crois, sans crainte d'exagérer, que c'est l'alliance militaire la plus efficace de toute l'histoire. Bien sûr, elle a évolué, notamment en établissant le Partenariat pour la paix qui a amené toute l'Europe à participer à l'élaboration collective de la sécurité. On en a d'ailleurs eu la preuve en Bosnie et au Kosovo.

L'identité européenne de sécurité et de défense représente une autre évolution [...] Nos alliés et nos partenaires européens savent que l'OTAN est au cœur de la défense européenne. Nous devons donc avant tout, pour pérenniser nos succès passés, faire en sorte que l'OTAN demeure l'élément central des structures de la sécurité européenne.

Les événements qui surviennent au sein de notre Alliance et qui la touchent de près doivent être pris en considération dans l'optique du maintien de sa force, de sa résistance et de son efficacité. Toute initiative susceptible de réduire son efficacité par des redondances sources de confusion ou par une perturbation des liens transatlantiques serait contre-productive. En fait, de telles initiatives sont porteuses du risque de déstabilisation d'une Alliance d'une importance énorme. Et [...] quelle que soit leur forme définitive, je crois personnellement qu'elles devraient être ouvertes à tous les membres de l'OTAN qui souhaitent y participer.

Assurément, à mesure que l'OTAN s'élargit, elle doit au minimum préserver sa capacité d'agir de manière efficace et, à terme, l'accroître. Les nouveaux membres doivent partager les valeurs des alliés, et être disposés à assumer leur part du fardeau et à effectuer les investissements nécessaires en matière de sécurité pour participer pleinement à la poursuite des objectifs de l'Alliance.

L'Alliance a indiqué qu'elle examinerait les questions de l'élargissement lors de son prochain sommet en 2002, où les Etats pourront présenter leur candidature à

l'adhésion. L'appartenance à l'OTAN représente, à mon avis, plus qu'une simple étape dans l'évolution des démocraties européennes. Les Etats membres prennent l'engagement de participer à la défense collective et doivent être capables d'agir conformément à cet engagement.

Affaiblissons l'OTAN et nous affaiblissons l'Europe, ce qui nous affaiblit tous. Les Etats-Unis et les autres pays de l'Alliance sont liés dans la poursuite de la préservation de quelque chose de grand et de noble, et qui est en fait sans précédent dans l'histoire. Ce sont nos valeurs, à savoir liberté, démocratie, respect des droits de l'homme et primauté du droit, qui constituent notre patrimoine le plus précieux. Et lorsque ce patrimoine commun est menacé, nous devons partager la responsabilité de le défendre.

— **Propos tenus le 3 février lors de la Conférence de Munich sur la politique européenne de sécurité**

LE MAINTIEN DE LA PAIX

Il conviendrait d'établir des critères précis concernant l'utilisation des forces armées américaines dans des opérations de maintien de la paix. Il devrait y avoir des objectifs clairs, une stratégie cohérente pour les atteindre, une probabilité raisonnable de succès, des arrangements acceptables en matière de commandement et de contrôle, et une stratégie de désengagement. Par ailleurs, lorsque la présence américaine est requise dans des opérations intéressantes de l'infrastructure et le développement d'un pays, la mission cesse d'être du ressort des forces armées des Etats-Unis.

— **Réponses écrites aux questions de la Commission sénatoriale des forces armées dans le cadre de l'audition de confirmation tenue le 11 janvier**

LE RENSEIGNEMENT

Nous nous trouvons dans un nouveau contexte en matière de sécurité nationale, contexte qui présente les caractéristiques suivantes :

— une attitude plus détendue en raison de la fin de la guerre froide ;

- la prolifération d'armes et de techniques puissantes dans le monde entier ;
- depuis la guerre du Golfe, une série de menaces sur lesquelles la dissuasion exercée par la possibilité d'une riposte nucléaire des Etats-Unis a moins de prise ;
- une situation beaucoup plus complexe en matière de renseignement, étant donné le grand nombre de cibles et la multiplication des capacités de supercherie et de dénégation ;
- une dépendance de plus en plus grande à l'égard d'avois spatiaux, d'où une vulnérabilité accrue.

Les milieux du renseignement, à l'instar du ministère de la défense, doivent être réorganisés en fonction du nouveau contexte de la sécurité. Les autorités nationales de commandement ont besoin de renseignements allant au-delà de simples inventaires de matériel – le nombre de navires, de missiles, de chars de combat et d'avions – elles ont également besoin de meilleurs renseignements sur les intentions et les mobiles.

La prolifération des armes nucléaires, biologiques et chimiques et de leurs vecteurs représente à l'évidence une menace pour la sécurité des Etats-Unis et de leurs alliés et amis. Nous devons veiller à consacrer les ressources adéquates à l'identification de nouvelles menaces, y compris les cyberattaques.

— Réponses écrites aux questions de la
Commission sénatoriale des forces armées dans
le cadre de l'audition de confirmation tenue le
11 janvier. ©

LA POLITIQUE DES ETATS-UNIS EN MATIERE DE SECURITE NATIONALE : PROTEGER L'INFRASTRUCTURE VITALE DU PAYS

Déclarations de Mme Condoleezza Rice sur les grands dossiers de la sécurité



La conseillère du président en matière de sécurité nationale, Mme Condoleezza Rice, considère que la protection de l'infrastructure névralgique du pays revêt « une importance fondamentale » pour la sécurité nationale. « C'est un paradoxe de notre époque : les techniques qui sont à l'origine du dynamisme de notre économie et de la prédominance de nos forces militaires ont également pour effet d'accroître notre vulnérabilité », affirme la haute responsable. Mme Rice est entrée officiellement en fonctions le 22 janvier à titre d'assistante du président pour les affaires de sécurité nationale. Les extraits ci-après sont adaptés de déclarations publiques qu'elle a faites récemment et qui reflètent son point de vue sur les grandes questions de sécurité internationale auxquelles devra faire face le président George W. Bush pendant sa première année à la Maison-Blanche.

LA PROTECTION DE L'INFRASTRUCTURE VITALE

La protection de l'infrastructure critique revêt une importance fondamentale [...] De nos jours, l'économie se joue dans le cyberspace [...]

Pratiquement tous les services d'importance vitale – que ce soit l'approvisionnement en eau, les transports, l'énergie, le secteur bancaire et financier, les télécommunications ou la santé publique [...] – reposent sur l'informatique et les lignes à fibres optiques, les commutateurs et les routeurs qui rendent les connexions possibles. Corrompre ces réseaux, c'est perturber le pays. C'est un paradoxe de notre époque : les techniques qui sont à l'origine du dynamisme de notre économie et de la prédominance de nos forces militaires ont également pour effet d'accroître notre vulnérabilité.

[...] La protection de notre infrastructure critique constitue un problème classique de sécurité nationale. Nous voulons fonder notre stratégie de dissuasion sur la prévention. La dissuasion a fait ses preuves pendant la guerre froide. Elle ne produira pas forcément les mêmes résultats à notre époque.

Contrairement à l'Union soviétique, nos adversaires d'aujourd'hui ne se comportent pas conformément aux modèles classiques de la théorie des jeux. On peut avoir affaire à un petit groupe, bien organisé, qui nous attaque à partir de plusieurs points, même situés dans des pays neutres ou sur le territoire des Etats-Unis.

Nous devons aussi garder à l'esprit que nos ennemis ont accès aux mêmes techniques que celles dont nous tirons notre force. Et notre domination sur le plan militaire classique pourrait bien inciter nos adversaires à choisir d'autres champs de bataille, tel le cyberspace.

Bref, il n'est pas sûr que nous puissions compter sur la dissuasion dans ces circonstances. Cela signifie que nous devons être prêts à faire face à des situations dans lesquelles nous serions obligés de rétablir et de reconstituer sans tarder des opérations vitales dont le fonctionnement aurait été perturbé. Or [...] c'est une tâche que le gouvernement ne peut assumer à lui seul. Il nous faut œuvrer en étroite collaboration avec le secteur privé.

— **Propos tenus le 22 mars lors de l'assemblée annuelle du Partenariat pour l'infrastructure vitale**

LA DEFENSE ANTIMISSILE

La défense antimissile est un dossier auquel le président est profondément attaché. Le président a l'intime conviction que l'on prend de plus en plus conscience dans le monde entier de la menace réelle que posent les missiles, et que cette menace est propre à notre époque et non à celle de la guerre froide. Le système de défense antimissile dont on parle a pour objet de nous protéger contre d'éventuelles attaques d'Etats, tels l'Iran ou la Corée du Nord, dans lesquels le régime de non-prolifération présente de nombreuses

défaillances et où la prolifération des techniques relatives aux missiles nous inquiète vivement.

Nous sommes convaincus que lorsque ces informations seront convenablement présentées, que nous aurons examiné avec lucidité nos options en matière de défense antimissiles et que nous les aurons situées dans le contexte d'un nouvel environnement stratégique au sein duquel les systèmes défensifs ont un rôle à jouer à l'appui de la dissuasion, nous aurons des arguments de poids à présenter à nos alliés. Nous avons d'ailleurs l'intention de les leur communiquer et d'avoir des consultations avec eux, mais nos arguments seront tout aussi valables pour d'autres qui auraient des motifs d'inquiétude.

J'ai l'impression que les Russes commencent à admettre la réalité d'une menace qui pourrait éventuellement être contrée par une défense antimissile. Nous ne pouvons que nous réjouir de cette prise de conscience de la situation à laquelle les Etats-Unis et le reste des pays ayant le sens des responsabilités se trouvent confrontés [...] Nous attendons avec impatience le moment auquel nous pourrions avoir des discussions et des conversations avec les Russes sur les moyens de faire pièce à cette menace.

Il faut bien se dire que tout revient à la question du comportement de prolifération des Russes. S'il s'avère que la Russie participe à des activités qui ont pour effet d'aider d'autres pays à acquérir des armes de destruction massive ou des techniques relatives aux missiles contre lesquelles le bouclier est efficace, notre relation ne va pas être exactement fondée sur la coopération.

La question du comportement vis-à-vis de la prolifération et celle de la coopération sont donc étroitement liées, et c'est ce qu'il faudra que nous fassions comprendre aux Russes. Nous ne sommes pas, par principe, contre la coopération. Mais nous n'acceptons pas les comportements favorisant la prolifération.

— **Point de presse de la Maison-Blanche,**
22 février

LES BALKANS

Le président Bush s'oppose à toute date-butoir [concernant le retrait des soldats américains déployés dans les Balkans] [...] Il comprend que nous avons des obligations vis-à-vis de nos alliés, obligations auxquelles il est d'ailleurs très attaché, et que toute tentative de restructuration de notre présence dans la région doit se faire dans le cadre de consultations avec nos alliés.

Ces derniers vont se rendre compte que ce gouvernement est très attaché au principe de la consultation et que nous n'allons pas les prendre par surprise [...] qu'il s'agisse de nos effectifs dans les Balkans ou de la défense antimissile.

— **Propos recueillis le 4 février par M. Wolf Blitzer dans le cadre de l'émission « Late Edition » diffusée sur CNN**

LA RUSSIE

S'agissant des relations avec la Russie, la politique des Etats-Unis doit se concentrer sur l'importante question de la sécurité.

Avant tout, il faut reconnaître que la sécurité des Etats-Unis est compromise moins par la puissance de la Russie que par sa faiblesse et son incohérence. D'où la nécessité de s'intéresser dès maintenant à la sûreté et à la sécurité des forces et de l'arsenal nucléaires de Moscou.

En second lieu, Washington doit engager avec Moscou une discussion sur tous les aspects de l'évolution de la menace nucléaire. Les responsables militaires russes ont fait grand cas de la place croissante qu'ils accordent aux armes nucléaires face à l'affaiblissement de leur préparation aux combats classiques.

La force de dissuasion des Russes est plus qu'adéquate contre l'arsenal nucléaire des Etats-Unis, et vice-versa. Mais c'est un fait qu'il n'y a plus lieu de souligner dans un traité vieux de trente ans et qui est le vestige d'une relation profondément hostile entre les Etats-Unis et l'Union soviétique.

Le Traité sur la limitation des systèmes de missiles antimissiles (dit Traité ABM) avait été conçu en vue de prévenir le développement de systèmes de défense nationale antimissiles dans le contexte de la guerre froide. Ce qui nous inquiète le plus aujourd'hui, c'est la menace nucléaire que posent les pays comme l'Irak et la Corée du Nord aussi bien que l'éventualité du lancement non autorisé d'armes nucléaires, compte tenu de leur propagation.

En fait, d'un point de vue strictement géographique, Moscou est plus directement concerné que Washington. On devrait pouvoir engager une discussion avec les Russes sur l'évolution de la menace nucléaire, sur les moyens dont ils pourraient y faire face et sur le lien entre la réduction des forces offensives stratégiques et le déploiement de systèmes défensifs.

En outre, Moscou doit comprendre que toute possibilité de partage de techniques ou d'informations dans ces domaines sera en grande partie déterminée par son comportement – problématique à ce jour – en matière de prolifération des missiles balistiques et d'autres techniques liées aux armes de destruction massive.

Ce serait le comble de la folie que de partager ces défenses avec les Russes si ceux-ci laissaient des fuites se produire qui auraient pour effet de communiquer ces techniques aux pays contre lesquels les Etats-Unis cherchent précisément à se protéger ou s'ils procédaient délibérément au transfert de ces techniques.

Enfin, les Etats-Unis doivent reconnaître que la Russie est une grande puissance et que leurs intérêts seront tantôt conflictuels, tantôt coïncidents.

Lorsqu'il était premier ministre, M. Vladimir Poutine s'est servi de la guerre en Tchétchénie pour attiser le nationalisme en Russie et assouvir ses ambitions politiques. L'armée russe a fait preuve d'un franc-parler inhabituel en affirmant son devoir de défendre l'intégrité de la Fédération russe, ce dont on ne saurait se réjouir sur le plan des relations entre civils et militaires.

Il ne faut pas sous-estimer l'effet à long terme de la guerre sur la culture politique de la Russie. Ce conflit a affecté les relations entre la Russie et ses voisins dans le

Caucase, parce que le Kremlin a accusé des Etats aussi divers que l'Arabie saoudite, la Géorgie et l'Azerbaïdjan de donner refuge à des terroristes tchétchènes et de leur prêter main forte.

Cette guerre nous rappelle la vulnérabilité des petits Etats nouvellement formés autour de la Russie ainsi que l'intérêt de leur indépendance pour les Etats-Unis. S'ils peuvent devenir plus forts, ils seront moins tentants pour la Russie. Mais la capacité qu'ils ont de réformer leur économie et leur système politique compte pour beaucoup dans l'équation ; or à ce jour, leur succès sur ce terrain est pour le moins incertain.

— **Editorial publié le 31 décembre 2000 dans le « Chicago Tribune » © 2000 Condoleezza Rice**

LA RUSSIE ET LA PROLIFÉRATION

Nous sommes vivement préoccupés par le comportement de prolifération des Russes vis-à-vis, par exemple, de l'Iran [...] La Russie est un partenaire, voire un allié potentiel, [mais] sur le plan des comportements de prolifération, nous avons beaucoup à faire. A mesure qu'évoluera notre relation avec le gouvernement russe, nous espérons pouvoir enfin mieux dominer ces problèmes de prolifération.

— **Point de presse de la Maison-Blanche, 22 février**

LA FORCE EUROPEENNE DE DEFENSE

D'emblée, nous avons appelé de nos vœux le renforcement de la capacité européenne de défense, qui doit passer – du moins l'espérons-nous – par l'accroissement des ressources consacrées aux forces armées européennes. En outre, il nous paraît judicieux, et nous l'avons dit, que l'Europe consente un surcroît d'efforts pour sa défense, et donc pour le bien de l'OTAN.

Notre objectif, en tant qu'alliés de longue date de l'OTAN, doit être de veiller à ce que ce nouveau chapitre de la sécurité et de la défense européennes ait effectivement pour conséquence de rehausser et d'aider l'OTAN, et non de la saper d'une manière ou d'une autre. En ce qui me concerne, je suis convaincue que nous pouvons atteindre cet objectif si chacun y met du

sien et qu'on applique un plan d'action capable de donner des résultats.

Nous poursuivons un objectif commun, à savoir la présence d'une Europe forte et sécurisée, et nous devons nous rendre compte qu'il s'est passé beaucoup de choses depuis la fin de la guerre froide: l'OTAN compte de nouveaux Etats membres et elle tente d'entreprendre de nouvelles activités. Mais il va de soi que nous continuons de voir dans l'OTAN le principal instrument de la sécurité en Europe, et nos alliés européens partagent notre avis.

— **Point de presse de la Maison-Blanche,**
22 février

L'IRAK

S'agissant de Saddam Hussein, la politique des Etats-Unis doit maintenant avoir pour objectif de reprendre l'initiative; de faire lucidement le point de notre action à son égard pour nous assurer qu'il ne fabrique pas des armes de destruction massive et qu'il ne menace pas ses voisins; et de veiller à ce qu'il honore les engagements qu'il a pris à la fin de la guerre du Golfe. Nous examinons de très près nos tactiques à l'appui de ces objectifs très importants – et je tiens à souligner qu'ils n'ont pas changé depuis 1991 – ainsi que les divers moyens à notre disposition, tout en nous efforçant de reprendre l'initiative et de veiller à ce que notre action porte ses fruits.

Un régime de sanctions est en place. Nous sommes fermement convaincus que ce régime comporte maintenant des problèmes. Cela ne fait aucun doute. La question qui se pose – d'où l'intérêt du réexamen de notre politique –, c'est de savoir sur quoi nous devons précisément axer notre action et comment nous pouvons faire en sorte que ce régime serve nos objectifs.

— **Point de presse de la Maison-Blanche,**
22 février

LA CHINE ET L'IRAK

Nous avons fait part aux autorités chinoises de notre préoccupation face aux activités de la Chine vis-à-vis de l'Irak. Inquiets à l'idée que le régime des sanctions ait été éventuellement enfreint, nous leur avons demandé un complément d'informations et nous souhaitons qu'elles examinent la question.

De toute évidence, nous espérons que les autorités chinoises pourront nous aider à clarifier la situation. Je tiens à insister sur le fait que, dans l'état actuel des choses, nous n'accusons pas les Chinois de quoi que ce soit. Nous leur faisons simplement savoir que nous sommes profondément préoccupés par ce qui se passe et nous leur rappelons que la Chine fait partie des cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU et qu'elle a, à ce titre, tout particulièrement le devoir de veiller au respect du régime des sanctions et que nous lui saurions gré de bien vouloir répondre aux questions que nous lui avons posées.

— **Point de presse de la Maison-Blanche,**
22 février

LA COREE DU NORD

La Corée du Nord est un régime que nous devons surveiller de très près [...] Nous avons affirmé notre engagement d'agir en étroite coordination avec nos alliés dans la région, aussi bien la Corée du Sud que le Japon, en ce qui concerne nos actions vis-à-vis de ce pays.

Nous avons exprimé les vives inquiétudes que nous inspiraient la prolifération des techniques relatives aux missiles ayant leur origine en Corée du Nord aussi bien que le programme mis en place dans ce pays [...] Nous procédons actuellement au réexamen de notre politique à l'égard de la Corée du Nord.

— **Point de presse de la Maison-Blanche,**
22 février



ARRETER L'ORDRE DU JOUR DES ETATS-UNIS EN MATIERE DE POLITIQUE ETRANGERE

Jesse Helms, sénateur



Les républicains, qui contrôlent aujourd'hui la Maison-Blanche et les deux assemblées du Congrès, voient s'offrir à eux une occasion sans précédent d'imprimer une nouvelle direction aux affaires étrangères, affirme M. Helms. Ce dernier entrevoit sur ce terrain toute une panoplie de priorités qui se traduisent par la double volonté de faire rayonner la liberté et la démocratie dans le monde et de réduire la bureaucratie pléthorique qui est chargée de l'aide étrangère. M. Helms est président de la commission sénatoriale des relations extérieures. Les propos ci-après sont tirés d'un discours qu'il a prononcé le 11 janvier à l'American Enterprise Institute.

Nous ne pouvons ni ne devons faire semblant d'ignorer que quelque chose a changé à Washington. Pour la première fois en cinquante ans, les républicains contrôlent la Maison-Blanche, le Sénat et la Chambre des représentants. Cela signifie que les républicains ont une occasion sans précédent d'imprimer une nouvelle direction à l'ordre du jour du gouvernement, en particulier dans le domaine des affaires étrangères. C'est une occasion que nous devons saisir, et nous la saisissons.

Cette année, l'une des premières priorités de la commission sénatoriale des relations extérieures sera d'aider le président Bush à concrétiser sa conception du « conservatisme à visage humain ». A l'automne, pendant la campagne électorale, le président a brossé les grandes lignes d'une doctrine qui vise à donner aux organismes caritatifs et aux groupes confessionnels les moyens d'aider les Américains les plus défavorisés. Voici la promesse qu'il a faite : « Chaque fois que mon gouvernement verra qu'il est de son devoir d'aider la population, nous chercherons des organismes confessionnels, caritatifs et communautaires qui se sont montrés capables de sauver des vies et de changer des destins. Nous allons rallier dans nos communautés des armées du cœur qui mèneront une guerre bien différente, une guerre contre la pauvreté et le désespoir. »

Ecoutez-moi bien : si nous pouvons déployer ces « armées du cœur » dans toute l'Amérique, nous pouvons aussi les déployer dans le reste du monde ; nous le devons. Le moment est venu de rejeter ce que le

président Bush a raison d'appeler « la faillite de la compassion des bureaucraties imposantes et lointaines » et, au contraire, de donner des moyens à des groupes privés et confessionnels qui se soucient de ceux qui sont dans le besoin.

Je compte œuvrer avec le gouvernement Bush en vue de remplacer l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID) par une nouvelle Fondation du développement international dont le mandat sera d'octroyer des « crédits forfaitaires » destinés à soutenir l'action d'organismes de secours privés et de groupes confessionnels, tels « Samaritan's Purse », le Secours catholique et bien d'autres encore. Nous allons réduire la bureaucratie pléthorique chargée de l'aide étrangère. Tout l'argent qui aura été économisé, jusqu'au dernier centime, sera remis à ces « armées du cœur » pour qu'elles viennent en aide aux êtres les plus démunis de la planète.

Lorsque nous nous efforçons d'améliorer les moyens par lesquels l'Amérique aide ceux qui sont dans la gêne, nous devons aussi être attentifs à un autre besoin : celui de la liberté humaine. Parce qu'une politique étrangère qui ne braque pas tous ses feux sur la liberté n'est pas conservatrice de nature et elle ne vient pas du cœur.

Les années 1990 ont été marquées par d'énormes percées de la démocratie. Au cours des premières années de cette décennie, nous avons assisté à l'effondrement du communisme en Europe centrale et orientale ; et au cours de la dernière, nous avons été les témoins de la passation ordonnée du pouvoir à Taïwan et au

Mexique, où des partis qui gouvernaient depuis longtemps ont cédé la place à leur opposition démocratique, ainsi que de la chute de dirigeants autoritaires en Yougoslavie, au Pérou et ailleurs.

En dépit de ces progrès, la tendance mondiale à l'instauration de l'Etat de droit, à la démocratie, à la société civile et à la libre-entreprise rencontre encore des poches de résistance dans bien des régions. Notre défi en ce début de millénaire (et au moment de l'entrée en fonctions du nouveau président) doit consister à renforcer les progrès démocratiques de ces dix dernières années tout en exerçant des pressions accrues sur ceux qui refusent encore d'accepter l'idée que la légitimité souveraine repose sur le consentement des citoyens.

Commençons par notre continent, et pour être plus précis, regardons de l'autre côté de la frontière. Je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour aider le président Fox et le président Bush à imprimer une nouvelle direction aux relations américano-mexicaines, et je me réjouis à la perspective d'aider le gouvernement Bush à mettre nos relations avec le gouvernement mexicain sur le bon cap.

Et si la démocratie a finalement pris racine au Mexique, à seulement cent cinquante kilomètres de nos côtes, la dernière dictature du continent s'accroche. Le gouvernement de M. Clinton n'a jamais fait de la chute de Fidel Castro un de ses objectifs de politique étrangère. Les détracteurs de l'embargo avaient bien compris que les responsables du gouvernement Clinton ne s'étaient pas vraiment engagés à isoler et à renverser Castro et le gouvernement n'a rien fait pour les convaincre du contraire. Avec l'élection de M. Bush, les opposants de l'embargo vont bientôt se heurter à un mur, celui de la Maison-Blanche. Le président Bush s'est engagé à soutenir l'embargo. Ceci veut dire qu'une fois clos le débat sur cette question, le nouveau gouvernement de M. Bush a une occasion en or de mettre en place une nouvelle politique à l'égard de Cuba.

La nouvelle politique à l'égard de Cuba doit être calquée sur celle qu'avait adoptée le gouvernement de MM. Reagan et Bush dans les années 1980 pour saper le communisme en Pologne. A l'époque, les Etats-Unis avaient accéléré la démocratisation de ce pays en isolant le régime communiste de Varsovie tout en mettant un

terme à l'isolement du peuple polonais: ils avaient soutenu l'opposition démocratique et cultivé la société civile naissante à l'aide de divers moyens, financiers et autres.

J'ai l'intention de travailler avec le gouvernement Bush pour faire pour le peuple cubain ce que le gouvernement américain a fait pour la population polonaise il y a vingt ans. Et aujourd'hui, je vais vous faire une prédiction. Avant la fin de son mandat, le président Bush se rendra à La Havane pour assister à l'investiture d'un nouveau président qui aura été élu démocratiquement à Cuba.

Autre lieu où la démocratie a désespérément besoin de jouir d'un soutien renouvelé, Taïwan. Avec l'élection du président Chen l'année dernière, le peuple de Taïwan a connu la première transition pacifique entre un parti au pouvoir et son opposition démocratique en 5 000 ans d'histoire chinoise. C'était un véritable tour de force. Pourtant, le président Clinton a laissé tomber nos amis de Taïwan à plusieurs reprises, tout d'abord en allant en Chine et en répétant les élucubrations de Pékin sur l'avenir de Taïwan; ensuite, en refusant de souscrire aux obligations de l'Amérique censée fournir à Taïwan les moyens de se défendre au titre de la loi sur les relations avec Taïwan (« Taïwan Relations Act »). Nous devons corriger le mal qui a été fait.

Oui, nous devons dialoguer avec la Chine. Mais Pékin doit aussi comprendre que ses comportements destructeurs ne seront plus permis et que Taïwan aura les moyens de se défendre. Pendant la campagne, le président Bush a soutenu avec enthousiasme la loi sur la sécurité de Taïwan. Et j'ai l'intention de travailler avec lui afin de promulguer cette loi et de veiller à ce que la démocratie de Taïwan soit à l'abri de l'agression chinoise.

Un autre pays où l'agression est récompensée en raison de la négligence du gouvernement de M. Clinton, c'est l'Irak. Nous devons concevoir une nouvelle politique, laquelle doit reposer sur la compréhension claire d'un fait primordial: rien ne changera en Irak tant que Saddam Hussein restera au pouvoir. Avec l'adoption de la loi bipartite sur la libération de l'Irak (« Iraq Liberation Act »), le Congrès a décidé de prendre les devants et d'appuyer l'opposition démocratique à Saddam Hussein. Je serai très heureux d'œuvrer avec le gouvernement Bush à la promulgation de la loi de

libération de l'Irak afin d'aider le peuple irakien à se débarrasser de Saddam Hussein.

Le plus grand défi d'ordre moral que nous devons relever à l'aube de ce nouveau millénaire, c'est peut-être celui qui consiste à réparer les torts commis au siècle dernier à Yalta, lorsque l'Occident a abandonné les pays d'Europe centrale et orientale à Staline et à une vie de servitude derrière le rideau de fer.

Nous avons commencé ce travail de réparation en 1998 quand le Sénat a voté l'intégration de la Pologne, de la Hongrie et de la République tchèque à l'Alliance de l'Atlantique Nord. Mais l'admission de ces trois pays n'a pas encore totalement effacé les cicatrices de Yalta. Pendant la guerre froide, j'ai fait partie d'un groupe de sénateurs qui se sont battus pour défendre l'indépendance de ce que nous avons appelé « les nations captives » (les Etats baltes : la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie) et ont veillé à ce que les Etats-Unis ne reconnaissent jamais leur annexion illégale par l'Union soviétique.

Avec l'effondrement du communisme, ces pays se sont finalement libérés — à juste titre — de l'occupation et de la domination russes. Pourtant, la Russie représente encore une menace pour ces Etats. J'ai l'intention d'œuvrer avec le gouvernement Bush pour que les Etats baltes soient invités à rejoindre leurs voisins, la Pologne, la Hongrie et la République tchèque, au sein de l'Alliance atlantique. C'est essentiel non seulement pour leur sécurité, mais aussi pour la nôtre. Si nous voulons avoir de bonnes relations avec la Russie, nous devons tendre la main à ses responsables tout en bloquant leurs comportements destructeurs. Cela signifie qu'il faut passer à l'étape suivante de l'élargissement de l'OTAN et inviter les Etats baltes au prochain sommet de l'Alliance, lorsque les responsables de l'OTAN se réuniront en 2002.

Une autre priorité immédiate est celle de la défense nationale antimissiles. Après huit années gâchées sous la présidence de M. Clinton, nous ne devons pas perdre de temps pour construire et déployer un système de défense antimissiles capable de protéger les Etats-Unis et leurs alliés des attaques de missiles balistiques.

L'année dernière, quand le président Clinton a menacé de négocier un renouvellement du Traité ABM avec la

Russie qui aurait lié les mains du nouveau gouvernement, j'ai pris la parole en séance plénière au Sénat et j'ai averti M. Clinton qu'un tel accord ne passerait jamais.

Je tiens à envoyer un message très clair à nos amis russes : les Etats-Unis ne sont plus liés par le traité ABM, car ce traité est devenu caduc le jour où notre partenaire, l'Union soviétique, a cessé d'exister. Sur le plan juridique, rien n'empêche le gouvernement Bush de procéder au déploiement du système de défense antimissiles de son choix.

Le président Bush pourrait décider qu'il est de l'intérêt diplomatique des Etats-Unis de s'asseoir avec les Russes pour discuter de ses projets de défense antimissiles. Personnellement, je ne pense pas qu'il soit possible de négocier avec la Russie un nouveau Traité ABM permettant le type de défense dont les Etats-Unis ont besoin. Mais, comme l'a dit M. Henry Kissinger à la commission des relations extérieures l'année dernière, « je suis en faveur de discussions à condition que le traité ne fasse pas obstacle à l'avancement d'un système optimal de défense antimissiles sur le territoire national et le théâtre d'opérations ».

J'abonde dans le sens de M. Kissinger. Le président Bush doit avoir la liberté de procéder comme il l'entend, et il l'aura. Et c'est avec plaisir que je collaborerai avec lui pour veiller à ce qu'il atteigne son objectif, à savoir le déploiement rapide d'un système national efficace de défense antimissiles.

Enfin, et ce dernier problème n'est pas le moindre, il faut parler de la Cour internationale de justice.

Je vais être très clair : tous les points que j'ai abordés aujourd'hui sont d'une importance extrême. Mais si je ne fais rien d'autre cette année, je veillerai à ce que la décision scandaleuse et honteuse prise par le président Clinton de signer le Traité de Rome portant création de la Cour internationale de justice (CIJ) soit annulée et abrogée.

Le Tribunal prétend avoir le pouvoir d'inculper, de poursuivre et d'emprisonner des citoyens américains, même si le peuple américain refuse d'en faire partie. Cette attaque éhontée de la souveraineté du peuple américain reste sans précédent dans les annales du droit international des traités.

Je ferai pression sur le nouveau gouvernement sur deux points. Premièrement, le gouvernement Bush devrait tout bonnement rayer du Traité de Rome la signature des Etats-Unis. Deuxièmement, nous devons promulguer la loi sur la protection des militaires américains (« American Servicemembers Protection Act »). Cette loi, que le sénateur John Warner et moi-même avons présentée l'année dernière avec un certain nombre de nos collègues de la Chambre et du Sénat, a pour objet de soustraire les citoyens américains à la compétence de la Cour internationale de justice.

Pourquoi l'adoption de cette loi est-elle importante ? Parce qu'en signant un traité vicié, le président Clinton a de fait avalisé la revendication frauduleuse de la CIJ qui prétend que les citoyens américains relèvent de sa compétence. Nous devons agir pour dire clairement que, tant que les Etats-Unis n'auront pas ratifié le Traité de Rome (et uniquement à cette condition), nous rejetons toute revendication de compétence de la CIJ sur la personne des citoyens américains. ●

LE SUCCES DE LA POLITIQUE ETRANGERE DEPENDRA DE L'ENTENTE ENTRE LES PARTIS

Joseph Biden, sénateur



Les Américains sont mus par un sentiment généralement internationaliste, mais le président Bush aura du mal à concrétiser ce sentiment dans une politique étrangère véritablement bipartite, estime M. Biden. De l'avis du sénateur, un tel bipartisme est non seulement possible, mais aussi nécessaire pour promouvoir les intérêts nationaux des Etats-Unis. M. Biden, le doyen des démocrates à la commission sénatoriale des relations étrangères, a présidé la commission judiciaire du Sénat de 1987 à 1995.

Les premières impressions ont de l'importance dans tous les domaines de la vie, y compris en politique et dans le gouvernement. En dépit des retards survenus dans la transition, le président Bush a démarré en trombe. Sur le terrain de la sûreté nationale, il s'est entouré d'une équipe de conseillers compétents. Mais il a beaucoup moins d'expérience en politique étrangère qu'en politique intérieure. Il faudra qu'il apprenne vite, parce que des questions difficiles ne vont pas tarder à se présenter à lui.

Le président Bush est entré en fonctions à une époque où les Etats-Unis détiennent un pouvoir politique, militaire et économique sans précédent. Mais tout pouvoir a pour revers une responsabilité: ainsi les Etats-Unis ont-ils la responsabilité de protéger et de promouvoir vigoureusement leurs intérêts nationaux, de soutenir leurs alliés et de contribuer à la stabilité et à la sécurité mondiales. Heureusement, la plupart des Américains comprennent que les Etats-Unis ont le devoir de tracer la voie pour le reste du monde.

Pour le président Bush, la principale difficulté consiste à savoir s'il peut convertir ce sentiment généralement internationaliste en une politique étrangère à même de bénéficier du soutien des deux partis. Il y a un demi-siècle, le sénateur Arthur Vandenberg déclarait que la politique politicienne s'arrêtait aux frontières des Etats-Unis. C'est vrai en temps de crise mais, à la vérité, les débats de politique étrangère sont rarement à l'abri des ergotages entre démocrates et républicains. Même à l'époque de la guerre froide, lorsque la nécessité d'endiguer le communisme soviétique faisait l'objet d'un consensus, on se disputait âprement sur les

moyens à mettre en œuvre à cette fin; ainsi se querellait-on sur la question de savoir s'il fallait soutenir tel ou tel mouvement rebelle à l'étranger plutôt que le financement d'un système d'armements aux Etats-Unis.

Le débat tient une place essentielle dans une démocratie. Mais je garde bon espoir que nous pouvons éviter les luttes partisans qui sèment la zizanie. Dépasser les clivages politiques sur les grandes questions suivantes relève non seulement du possible; c'est aussi nécessaire pour faire avancer nos intérêts nationaux.

UNE NOUVELLE STRATEGIE D'ENDIGUEMENT

Le plus grand danger qui pèse sur la sécurité des Etats-Unis, ce sont les armes de destruction massive. Nous devons forger une nouvelle stratégie d'endiguement, axée sur le risque que des terroristes ou des Etats dévoyés n'aient recours à des armes nucléaires, chimiques et biologiques ainsi qu'à leurs vecteurs.

Une telle menace exige une riposte diversifiée. Au cours des dix dernières années, par le biais de traités de maîtrise des armements nucléaires, de la coopération internationale au nom de la lutte contre la prolifération et de programmes calqués sur le modèle « Nunn-Lugar » (qui contribue à la sécurisation et au démantèlement de l'ancien arsenal soviétique), nous avons réussi à atténuer le danger de la prolifération. Il reste encore beaucoup à faire; nous avons besoin de consentir un effort supplémentaire pour que certaines techniques et le savoir-faire ne tombent pas entre de mauvaises mains,

et nous devons maintenir un consensus international pour nous protéger de la prolifération. Ces efforts ne sont pas donnés : un comité d'experts nous exhortait récemment à allouer pour les dix années à venir quelque trente milliards de dollars à des programmes visant à sécuriser les armes nucléaires en Russie et à dissuader les scientifiques soviétiques de vendre leurs connaissances à des Etats dévoyés.

Notre doctrine nucléaire constitue la pierre de touche de l'entente entre les partis. Pendant la plus grande partie de la guerre froide, on était généralement d'accord sur la politique nucléaire des Etats-Unis, laquelle comportait deux volets parallèles et qui se renforçaient mutuellement. A l'échelon des superpuissances, nous missions sur la dissuasion de la menace soviétique tout en recherchant des réductions mutuelles de nature à atténuer les dangers d'une conflagration mondiale. Au niveau multilatéral, par le biais du Traité de non-prolifération nucléaire et de l'établissement d'un tronc commun de contrôles à l'exportation, nous nous efforcions de limiter la taille du club des détenteurs de l'arme nucléaire. Or l'unanimité qui existait sur ces points a pratiquement disparu. La plupart des républicains mettent en question l'utilité de la maîtrise des armements et préconisent le déploiement rapide d'un système de défense nationale antimissile. En revanche, la plupart des démocrates appuient la maîtrise des armements et restent sceptiques quant à la nécessité de déployer sans tarder un tel système défensif.

Il n'est pas certain que l'on puisse trouver un terrain d'entente. Bien évidemment, il nous faut pleinement financer les programmes de recherche et de développement. Mais le président devrait résister aux pressions et s'abstenir de prendre une décision prématurée au sujet du déploiement d'un bouclier antimissile. S'il examine la question de près, il se rendra compte que le système proposé actuellement par le Pentagone est trop imparfait pour protéger convenablement les Etats-Unis, et que son déploiement entraînerait probablement une réaction négative de la part des puissances étrangères. Ceci aurait pour effet de diminuer notre sécurité, et non pas de la renforcer.

Le président doit préparer la communauté mondiale au principe d'une défense antimissile, au lieu de dire, en gros, qu'il suffit de la construire pour que le reste du

monde change d'avis. S'il s'avère qu'un système de défense antimissile répond effectivement à une nécessité, notre objectif doit être de nous doter d'un mécanisme que la Russie peut accepter en amendant le Traité sur la limitation des systèmes de missiles antimissiles, que la Chine ne ressentira pas comme une menace à sa capacité de dissuasion nucléaire et que nos alliés d'Europe et d'Asie soutiendront.

En outre, le président devrait se concentrer sur l'évaluation de notre dissuasion nucléaire, la première en six ans, qui aura lieu prochainement. Il doit répondre de manière sensée à la proposition faite par les Russes de ramener à 1 500, au maximum, le nombre d'ogives stratégiques déployées dans chaque pays. En même temps, il doit sans tarder passer en revue les recommandations du général Shalikashvili, ancien chef de l'état-major des armées, en vue de faire avancer le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, lequel constitue un instrument essentiel pour limiter la capacité des autres pays de construire des armes nucléaires perfectionnées, tandis que nous laissons notre arsenal tel qu'il est.

CONSTRUIRE L'ARMEE DONT ON A BESOIN

Une responsabilité essentielle du commandant en chef consiste à définir le rôle et la mission qui reviennent aux forces armées. Le président Bush doit organiser et équiper l'armée en tirant parti des techniques de dernier cri pour qu'elle puisse relever les nouveaux défis qui se posent en matière de sécurité dans le contexte de l'après-guerre froide.

Ce n'est pas comme si nous devions choisir entre le respect de nos engagements vis-à-vis du maintien de la paix et la continuité de la disponibilité de notre armée pour le combat. Nous avons les moyens de faire l'un et l'autre. L'une des meilleures façons de garantir que notre capacité de combattre et de remporter une guerre de grande envergure ne sera pas mise à l'épreuve, c'est de promouvoir la paix et la stabilité régionales – y compris par le biais du déploiement de soldats américains comme gardiens de la paix. Si nous voulons que notre armée reste la meilleure au monde, nous devons impérativement faire preuve de la plus grande rigueur en matière d'allocation de ressources.

HONORER NOS ENGAGEMENTS EN MATIERE DE SECURITE VIS-A-VIS DE L'EUROPE ET DE L'ASIE

Les Etats-Unis sont une puissance aussi bien en Europe qu'en Asie et une force qui contribue à la stabilité dans ces deux continents. Les engagements fondamentaux que nous avons conclus envers eux ne tarderont pas à servir de pierre de touche à la nouvelle équipe chargée de la politique étrangère.

En Europe, nous devons nous garder de procéder précipitamment au retrait unilatéral de nos soldats déployés en Bosnie comme au Kosovo, parce que cela amènerait nos alliés européens à mettre en question notre engagement vis-à-vis de l'OTAN. Les Balkans sont en train, lentement, de délaissier les tendances destructrices du passé et de s'avancer vers un avenir plus démocratique. Comme leur tâche n'est accomplie qu'en partie, ce n'est pas le moment d'envisager le retrait de nos contingents. D'ailleurs, la politique des Etats-Unis dans ce domaine ne constitue pas un fardeau inacceptable. Nous avons déployé des centaines de milliers de soldats en Europe tout au long des cinquante dernières années. Nous pouvons certainement en affecter quelques milliers à l'appui de la sécurité dans les Balkans et pour marquer notre solidarité envers nos partenaires européens, lesquels fournissent les trois quarts des contingents de maintien de la paix déployés en Bosnie et au Kosovo. Enfin, l'OTAN doit élargir la zone de stabilité en Europe en poursuivant sa politique d'ouverture à de nouveaux membres, et proposer à tout pays qui remplit les rigoureux critères de l'Alliance de se joindre à nous dans les quelques années à venir.

En Asie, les habiles manœuvres diplomatiques des Etats-Unis, de la Corée du Sud et du Japon en vue de faire sortir la Corée du Nord de sa coquille commencent peu à peu à porter leurs fruits; maintenant qu'il est permis de croire à l'atténuation non seulement de la menace pesant sur la sécurité en Asie, mais aussi du risque de prolifération des missiles dans d'autres régions du monde, il faut impérativement que le nouveau gouvernement soit prêt à saisir rapidement l'occasion de jouer un rôle constructif. L'aboutissement des pourparlers engagés avec la Corée du Nord au sujet de son programme de missiles (la plus grande menace sur laquelle repose le principe de la

défense antimissile des Etats-Unis) donnerait au président davantage de temps pour prendre une décision réfléchie à l'égard de ce système défensif. Dans toute la région, les déploiements militaires et la diplomatie active des Etats-Unis revêtent une importance critique du point de vue de la stabilité régionale. Comme l'OTAN n'a pas d'équivalent en Asie, nous devons compter sur nos principales alliances bilatérales tout en renforçant les structures naissantes de la région en matière de sécurité.

L'engagement vis-à-vis de la Russie et de la Chine

Depuis l'époque de la guerre froide, les Etats-Unis ont le plus grand mal à trouver le comportement qu'il convient d'adopter vis-à-vis de la Russie et de la Chine. Toute superpuissance que nous sommes, nous n'avons pas les moyens de maîtriser les événements qui se déroulent dans ces deux pays – encore que nous puissions en influencer le cours. Ni la Russie ni la Chine ne compteront probablement au nombre de nos partenaires véritables dans un avenir proche, mais il n'y a pas de raison qu'elles soient un adversaire. A l'heure de la mondialisation, « l'endiguement » n'est plus de mise. Nous devons maintenir des relations avec elles – mais dans quelles conditions ?

Notre message pour ces deux pays doit être clair et systématique : nous attendons de vous que vous vous comportiez avec discernement sur la scène internationale ; nous œuvrerons avec vous en vue de promouvoir des intérêts communs ; nous appuierons le rayonnement des valeurs démocratiques ; et nous nous opposerons vigoureusement à un comportement de prolifération, lequel est préjudiciable à la sécurité mondiale. Quoi que nous fassions, nous devons faire de notre mieux pour éviter les graves querelles partisans ; nos relations avec la Russie et la Chine revêtent tout simplement une trop grande importance.

UN FINANCEMENT ADEQUAT A L'APPUI DE LA DIPLOMATIE

Pour atteindre nos objectifs internationaux, et pour maintenir la paix, nous avons besoin d'une armée et d'un corps diplomatique qui soient bien formés et bien équipés. D'ailleurs, le meilleur moyen d'éviter de solliciter à l'excès nos forces armées, c'est de financer notre corps diplomatique et nos services du

renseignement de façon adéquate. Les modestes augmentations des quelques dernières années n'ont pas compensé les importantes coupes qui avaient été opérées au cours de la précédente décennie. Nous consacrons un pour cent seulement de notre budget national aux affaires étrangères; nous avons les moyens de faire mieux, mais le président et le secrétaire d'Etat, M. Powell, doivent plaider cette cause devant le congrès et le peuple américain.

Il va de soi que le programme de politique étrangère ne se limite pas à cette courte liste. Mais le degré d'importance que le président Bush accordera à ces questions dans les quelques mois à venir déterminera dans une grande mesure la teneur du débat sur les questions de politique étrangère au cours des quatre prochaines années. Le peuple américain se tient aux aguets, curieux de voir si la célèbre maxime du sénateur Vandenberg peut dépasser le cadre du slogan. ●

LES ENJEUX DU GOUVERNEMENT BUSH EN POLITIQUE ETRANGERE

Robert Lieber
Professeur d'administration, Université de Georgetown



« Quatre grands dossiers semblent devoir dominer le programme de politique étrangère du gouvernement Bush », déclare Robert Lieber, professeur d'administration à l'université de Georgetown. Le premier d'entre eux a trait aux relations des Etats-Unis avec leurs alliés, principalement les Européens et les Japonais. Les trois autres touchent aux relations avec la Russie, « aux problèmes et choix uniques » présentés par la Chine, et enfin au Proche-Orient qui, selon lui, « est peut-être le défi de politique étrangère le plus dangereux pour les Etats-Unis ». M. Lieber est éditeur et coauteur de « *Eagle Rules? Foreign Policy and American Primacy in the 21st century* », qui sera publié durant l'été 2001 par Prentice-Hall.

Lorsqu'un président américain prend ses fonctions, il amène avec lui une équipe entièrement nouvelle de spécialistes des affaires étrangères. Contrairement à ce qui se passe dans la plupart des autres démocraties, les changements de personnel sont très vastes et portent non seulement sur les principaux responsables que sont le secrétaire d'Etat, le ministre de la défense et le conseiller en matière de sécurité nationale, mais aussi sur des dizaines de cadres supérieurs et même de nombreux exécutants, au sein de ces ministères comme dans les autres agences gouvernementales. Le caractère et le ton de la politique américaine changent donc d'une façon qui reflète les idées et les vues du nouveau président et de ses collaborateurs. Il convient cependant de se rappeler que le rôle des Etats-Unis dans le monde et le genre de problèmes et de possibilités qui se présentent à eux imposent au nouveau gouvernement un important degré de continuité.

Le président George W. Bush ne possède pas une grande expérience des affaires étrangères, mais il s'est entouré d'une équipe exceptionnellement chevronnée et compétente dans ce domaine. Le secrétaire d'Etat, Colin Powell, a été précédemment chef de l'état-major des armées et conseiller en matière de sécurité nationale. Le ministre de la défense, Donald Rumsfeld, reprend un poste qu'il a déjà occupé dans un gouvernement précédent. Il a en outre présidé une commission chargée d'analyser la vulnérabilité des Etats-Unis aux attaques de missiles et recommandé l'adoption d'un programme de défense antimissiles. La conseillère en matière de sécurité nationale, Condoleezza Rice, a déjà fait partie du Conseil national

de sécurité en tant que spécialiste des questions européennes, à la fin de la guerre froide. Et le vice-président Dick Cheney a non seulement été ministre de la défense dans le gouvernement de M. Bush père, mais secrétaire général de la Maison-Blanche sous le président Gerald Ford. En outre, chacun des hommes qui se voient confier le poste numéro deux au département d'Etat, au ministère de la défense et au Conseil national de sécurité (respectivement Richard Armitage, Paul Wolfowitz et Stephen Hadley) possède des références exceptionnelles et a une longue expérience des affaires étrangères et de la défense. Il en va de même de Robert Zoellick au poste de représentant des Etats-Unis pour le commerce extérieur. Cette expérience et ces compétences s'avéreront importantes lorsque le gouvernement Bush affrontera les grandes questions internationales que doivent résoudre les Etats-Unis.

L'examen des problèmes particuliers qui se posent dans le domaine des affaires étrangères et de la défense doit tenir compte du rôle que les Etats-Unis sont appelés à jouer dans le monde à l'aube du XXI^e siècle. La fin de la guerre froide, survenue il y a dix ans, a profondément modifié la donne internationale et ses conséquences continuent de se faire sentir. De ce fait, trois grandes tendances affectent le rôle des Etats-Unis et le contexte dans lequel le gouvernement Bush réagit aux problèmes de politique étrangère. Primo, les Etats-Unis se trouvent dans une situation unique en tant que pays le plus puissant et le plus influent du monde. Ce statut exceptionnel, cette suprématie, est le résultat de l'effondrement de l'Union soviétique et du fait

qu'aucun autre pays ou groupe de pays n'a les moyens de les concurrencer efficacement. Non seulement les Etats-Unis possèdent un degré unique de puissance militaire et de technologie de pointe, mais leur rôle dominant est également évident dans de nombreux domaines : puissance économique, compétitivité, technologie de l'information et même dans le spectacle et la culture de masse. Cette situation est pour les Etats-Unis une source de possibilités mais aussi de problèmes.

Secundo, l'influence des Etats-Unis, ou du moins leur engagement actif, est indispensable à de nombreuses formes de collaboration internationale. C'est notamment le cas dans le domaine de la sécurité, comme on l'a constaté aussi bien quand les Etats-Unis sont intervenus (au Kosovo en 1999, en Bosnie à partir de 1995 et dans le Golfe) que lorsqu'ils ont refusé de le faire (en Bosnie de 1992 à 1995, au Rwanda en 1994 et initialement au Timor oriental.) Dans bien des cas, l'absence d'initiative de la part des Etats-Unis se traduit non par l'intervention d'un autre pays ou d'un organe régional ou international, mais par l'inaction. Cela pose également un problème aux Etats-Unis dans la mesure où ils doivent adopter une politique qui se situe à mi-chemin entre un excès d'interventions qui ferait d'eux le gendarme du monde et le renoncement au rôle dirigeant qui est dans leur intérêt et qui produit un environnement international plus stable et plus pacifique.

Tertio, avec la fin de la guerre froide, les Etats-Unis ont plus de difficulté qu'auparavant à obtenir la coopération de leurs alliés et de leurs amis. Dans le passé, un sentiment de danger partagé stimulait la coopération et avait un effet modérateur sur les divergences ou querelles qui surgissent inévitablement entre pays alliés. En l'absence de cette menace, les pays sont davantage tentés de promouvoir leurs intérêts étroits, même au risque de faire obstacle à la collaboration nécessaire à la solution de leurs problèmes communs. De plus, cette atténuation de l'impression de danger fait qu'il est plus difficile au gouvernement américain d'obtenir le soutien du public pour sa politique étrangère. Sans le danger présenté autrefois par l'Union soviétique, le public a tendance à moins s'intéresser à la politique étrangère, on accorde moins de priorité aux relations internationales et à la fourniture des ressources dont les Etats-Unis ont besoin

pour jouer leur rôle dans le monde. Ce n'est pas une question d'isolationnisme. Le public, la presse et le Congrès demeurent internationalistes, mais les problèmes de politique étrangère ne revêtent pas le même degré d'urgence qu'au temps de la guerre froide.

Compte tenu de ces considérations, quatre grands dossiers au moins ne manqueront pas de dominer le programme de politique étrangère du gouvernement Bush. Le premier a trait aux relations des Etats-Unis avec leurs alliés, principalement les Européens et les Japonais. Dans le cas de l'Europe, une série de controverses a récemment surgi à propos de la défense antimissile, de la force de réaction rapide prévue par l'Union européenne, de différends commerciaux, des aliments génétiquement modifiés et de questions symboliques telles que la peine de mort et la lutte contre la prolifération des armes à feu. Une grande partie de ces divergences est une réaction des Européens à la taille et à la puissance des Etats-Unis et reflète le sentiment que les Etats-Unis agissent parfois unilatéralement sans tenir suffisamment compte des sensibilités européennes. Du côté américain, on se préoccupe du partage du fardeau, on craint que les Européens ne soient tentés de faire bande à part au fur et à mesure que l'Union européenne acquiert une cohésion plus grande sur le plan économique et en politique étrangère, et on est frustré devant la difficulté des consultations et des négociations avec les quinze membres de l'UE entre lesquels il existe souvent de profonds désaccords, ou qui se montrent inflexibles dans leurs rapports avec les Etats-Unis une fois qu'ils ont mis au point une politique commune. En dépit de ces frictions très réelles, les Européens continuent à compter sur les Etats-Unis dans le domaine de la sécurité et nous partageons avec eux des valeurs et des intérêts économiques fondamentaux. Le gouvernement Bush devra consacrer beaucoup de temps et d'efforts à ses consultations avec les dirigeants européens et tenter d'apaiser au moins une partie de leurs appréhensions. Si on peut s'attendre à la continuation des frictions, un divorce transatlantique semble improbable.

Deuxièmement, les relations avec la Russie constituent un problème clé. Dix ans après la fin de la guerre froide et l'effondrement de l'Union soviétique, on se fait moins d'illusions sur la transition russe. La Russie continue à traverser une crise économique, sociale et démographique profonde et il est clair que la mise en

place d'une économie de marché et d'un régime politique vraiment démocratique sera pour le moins une tâche longue et ardue. D'un autre côté, la Russie ne menace plus ni les intérêts ni les valeurs des Etats-Unis. Moscou a cependant tendance à poursuivre une politique que le gouvernement Bush s'efforcera sûrement de décourager. Il s'agit notamment de ses tentatives de rétablissement de son autorité sur certains anciens Etats de l'URSS (en particulier l'Ukraine, l'Azerbaïdjan, la Géorgie et l'Arménie). En outre, non seulement Moscou s'oppose aux efforts américains et britanniques en faveur du maintien des sanctions contre l'Irak, mais il fait des ouvertures au régime hors-la-loi de Saddam Hussein. En Iran, les Russes fournissent une technologie nucléaire qui pourrait permettre au régime de Téhéran de se doter de l'arme atomique. En matière de défense antimissile, ils s'opposent activement aux efforts des Etats-Unis, bien que ces efforts soient dirigés contre des Etats hors-la-loi comme la Corée du Nord. Dans l'ensemble, le gouvernement Poutine applique une politique d'opposition à l'influence des Etats-Unis. Dans ces circonstances, la tâche du gouvernement Bush consistera à faire savoir aux Russes que cette politique fait sérieusement obstacle à l'amélioration de leurs relations avec les Etats-Unis et que sa poursuite diminue les chances qu'à la Russie d'obtenir l'accès aux capitaux et à la technologie des pays occidentaux dont elle a besoin pour résoudre ses graves problèmes intérieurs.

Troisièmement, la Chine présente des problèmes et des choix uniques. Les gouvernements américains précédents se sont débattus avec le dilemme consistant soit à traiter avec la Chine pour encourager la modernisation et le développement qui pourraient donner à ce pays une société plus ouverte et pluraliste, soit à affronter son gouvernement pour le dissuader de menacer Taïwan, de fournir des missiles et des techniques nucléaires à des pays proliférateurs et de menacer davantage les intérêts des Etats-Unis dans le monde. La tâche n'est pas aisée. Une Chine dynamique sur le plan économique a opté en faveur d'un accroissement de plus de dix-sept pour cent de ses dépenses militaires dans le cadre de la modernisation et du renforcement de ses forces armées et elle continue de déployer des ICBM pointés vers les Etats-Unis tout en critiquant fortement les propositions du gouvernement Bush en faveur d'une défense antimissiles. On signale

par ailleurs que des sociétés chinoises ont installé des câbles de télécommunication à fibres optiques qui amélioreraient les moyens de défense antiaérienne de l'Irak contre les avions américains et britanniques chargés d'assurer le respect de la zone d'exclusion aérienne. Trouver le moyen d'orchestrer un mélange d'incitations et de dissuasion pour influencer le comportement de la Chine constituera une épreuve cruciale pour le gouvernement Bush qui, en même temps, devra donner au Japon et à la Corée du Sud l'assurance que sa politique peut être efficace, tout en évitant à la fois les réactions exagérées et le retranchement.

Quatrièmement, le Proche-Orient, avec le conflit arabo-israélien et le golfe Persique, représente peut-être le défi de politique étrangère le plus dangereux pour les Etats-Unis. Le problème de l'Irak est particulièrement épineux. Le refus de Saddam Hussein d'accepter les inspections de l'ONU, ainsi que l'affaiblissement des sanctions contre son régime brutal sont les premières questions que doit traiter l'équipe de politique étrangère du président Bush. Un choix initial consisterait à décider s'il convient d'appliquer une politique plus ambitieuse visant à renverser Saddam. Un certain nombre de spécialistes de la politique étrangère américaine, y compris le ministre de la défense, M. Rumsfeld, et le secrétaire d'Etat par intérim, M. Paul Wolfowitz, avaient reproché au gouvernement Clinton de n'avoir ni soutenu activement ni armé l'opposition irakienne. Reste à savoir si c'est cette approche, ou celle qui consisterait principalement à renforcer les sanctions (les sanctions dites « futées » visant spécifiquement la production par l'Irak d'armes de destruction massive) qui sera retenue. En tout état de cause, les efforts soutenus déployés par Saddam Hussein pour fabriquer des armes nucléaires, chimiques et biologiques en liaison avec des missiles continueront certainement à préoccuper le gouvernement Bush.

En revanche, le conflit entre Israël et les Palestiniens a moins de chances de recevoir autant d'attention que sous le gouvernement Clinton. L'explosion de violence qui a débuté en septembre 2000, ainsi que le rejet par Yasser Arafat de propositions de paix d'une portée sans précédent prouvent, à mon avis, que les dirigeants palestiniens ne sont pas disposés, pour le moment, à mettre fin au conflit avec Israël. Dans ces circonstances, la tâche principale du gouvernement Bush consistera à

éviter l'élargissement du conflit en attendant que la violence diminue et qu'une forme quelconque de négociation intérimaire devienne possible. Durant cette période, il importera à la fois de témoigner notre ferme soutien à Israël afin de dissuader les opposants arabes inconditionnels de penser qu'ils peuvent prévaloir, tout en maintenant des contacts effectifs avec les dirigeants arabes.

A ces problèmes est liée la question connexe mais distincte des moyens à mettre en œuvre pour restructurer la politique américaine de défense pour le XXI^e siècle. Cette question a déjà été soulevée durant ces dix dernières années, mais le gouvernement Bush a entrepris ce qui promet d'être l'effort le plus sérieux et le plus soutenu dans ce domaine, dans le cadre d'un examen d'ensemble et d'une nouvelle conception de nos forces militaires tenant compte à la fois des changements occasionnés dans le monde par la fin de la guerre froide et de la révolution de la technologie militaire et des armes à guidage de haute précision. La question de la défense antimissile et les menaces posées par les armes de destruction massive et le terrorisme ont également une place importante dans cette évaluation.

Les Etats-Unis continuent à jouer un rôle unique dans les affaires mondiales. Dans chacun des domaines de politique étrangère et de sécurité précités, aussi bien que dans le commerce, la politique économique internationale et des domaines non traditionnels tels que l'environnement, le changement climatique, la maladie, les réfugiés et les interventions humanitaires, la coopération internationale est rarement efficace en l'absence d'un rôle actif des Etats-Unis. La tâche du nouveau gouvernement américain consistera donc à relever ces multiples défis en prenant l'initiative sans étendre exagérément la portée de ses interventions, tout en maintenant la primauté des Etats-Unis, en incitant les autres pays à agir collectivement chaque fois que cela sera possible, et en obtenant que le public américain soutienne la politique et le niveau de ressources nécessaires à son application efficace. Non seulement ce rôle est indispensable sur le plan international, mais il sert les intérêts fondamentaux des Etats-Unis. ©

Les opinions exprimées dans cet article sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement américain.

LE SECRETAIRE D'ETAT, COLIN POWELL

Biographie

Nomination confirmée par le Sénat par vote à main levée. M. Powell a assumé ses fonctions le 20 janvier 2001.

EXPÉRIENCE DANS LA FONCTION PUBLIQUE : Trente-cinq ans dans l'armée de terre, finissant général et chef d'état-major des armées (1989-1993) ; conseiller en matière de sécurité nationale pendant le gouvernement Reagan.

AUTRE EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE : Après sa retraite de l'armée, M. Powell a publié une autobiographie qui a connu un grand succès et fait des tournées de conférences tant aux Etats-Unis qu'à l'étranger. En avril 1997, il a présidé le Sommet du président sur l'avenir de l'Amérique, et il a accédé par la suite à la présidence de l'association sans but lucratif America's Promise – Alliance for Youth, vouée à l'amélioration des conditions de vie des jeunes du pays. Cette association avait été créée dans la foulée du Sommet.

EDUCATION : Licence en géologie du City College de New York ; maîtrise commerciale de l'université George Washington.

LE PRÉSIDENT BUSH AU SUJET DE M. POWELL :
« Aujourd'hui, l'Amérique appelle de nouveau M. Powell à l'aide. C'est un chef qui comprend que l'Amérique doit coopérer étroitement avec ses amis en période d'accalmie si elle veut pouvoir compter sur eux en temps de crise. »

LE PRÉSIDENT BUSH AU SUJET DE M. POWELL : « Je ne sache pas qu'il existe de personne plus éminente pour incarner la diplomatie américaine que Colin Powell. Dans tous ses déplacements, dans toutes ses rencontres, le monde verra en lui le meilleur des Etats-Unis d'Amérique. Il occupera des fonctions qui ont appartenu non seulement à Thomas Jefferson, mais aussi à un de ses héros personnels, le général George Marshall. Et j'ose dire du général Powell ce que Harry

Truman a dit du général Marshall : c'est un homme hors du commun qui s'impose par sa force de caractère et son bon sens. Quand on rencontre une personne de cette trempe, on s'y accroche, et c'est ce que je fais. »

NOTE : M. Powell a derrière lui une carrière militaire de 35 ans. Durant ces années, il a occupé une myriade de postes et a fini par se hisser au rang de général. Il a fini par être nommé chef de l'état-major des armées, le poste le plus élevé au sein du ministère de la défense, qu'il a occupé du 1^{er} octobre 1989 au 30 septembre 1993. A ce titre, il a dû superviser 28 crises, dont l'opération Tempête du désert, en 1991, durant la guerre du Golfe. Après son départ à la retraite, M. Powell a écrit son autobiographie intitulée « Un enfant du Bronx » qui, publiée en 1995, a connu un franc succès.

M. Powell est né à New York le 5 avril 1937 de parents jamaïcains. Il a obtenu une licence en géologie du City College de New York. Il a fait partie, au sein de cet établissement, du Corps de formation des officiers de réserve d'où il est sorti avec le grade de sous-lieutenant de l'armée de terre, en juin 1958. Il a ensuite obtenu une maîtrise commerciale de l'université George Washington.

M. Powell a également reçu de nombreuses décorations militaires et récompenses, tant aux Etats-Unis qu'à l'étranger. Il a notamment reçu deux médailles présidentielles de la liberté, la médaille présidentielle du citoyen, la médaille d'or du Congrès, ainsi que la médaille que décernent le secrétaire d'Etat et le ministre de l'énergie, respectivement, pour service rendu à la nation. Plusieurs écoles et institutions ont été nommées en son honneur, et plusieurs universités l'ont nommé docteur honoris causa. ©

LE SECRETAIRE A LA DEFENSE, DONALD RUMSFELD

Biographie

Nomination confirmée par le Sénat le 20 janvier. Sa prestation de serment a eu lieu le même jour.

EXPÉRIENCE DANS LA FONCTION PUBLIQUE : Secrétaire à la Défense (1975-1977); directeur de la transition du gouvernement Ford, secrétaire général de la Maison-Blanche et membre du cabinet (1974-1975); représentant des Etats-Unis à l'OTAN (1973-1974); directeur du Programme de stabilisation économique de la Maison-Blanche et conseiller auprès du président (1971-1973); directeur du Bureau de la promotion économique de la Maison-Blanche, assistant du président et membre du cabinet (1969-1971); député républicain de l'Illinois (1962-1969).

AUTRE EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE : Président-directeur général de la General Instrument Corporation (1990-1993); directeur général puis président-directeur général de G.D. Searle & Co., une société pharmaceutique de stature internationale (1977-1985); aviateur de la marine américaine (1954-1957).

EDUCATION : Licence en sciences politiques de l'université Princeton.

LE PRÉSIDENT BUSH AU SUJET DE M. RUMSFELD :
« Don et moi avons arrêté trois grands principes qui guideront la politique américaine de défense. Premièrement, nous renforcerons les liens de confiance qui unissent le peuple américain à ses soldats. Nous donnerons à ces derniers les outils dont ils ont besoin et le respect qu'ils méritent. Deuxièmement, nous nous efforcerons de protéger notre peuple et nos alliés des menaces de plus en plus nombreuses émanant des missiles, de la guerre de l'information et des armes biologiques, chimiques et nucléaires. Troisièmement, nous commencerons à mettre en place l'armée du futur, capable de tirer pleinement parti des nouvelles techniques de pointe. Nous ferons progresser la paix en redéfinissant la façon dont on fait la guerre. »

LE PRÉSIDENT BUSH AU SUJET DE M. RUMSFELD :
« C'est un homme au jugement sûr, et d'une grande perspicacité. Il fera – une fois de plus – un excellent ministre de la défense. »

NOTES : De 1998 à 1999, M. Rumsfeld, âgé de 68 ans, a présidé la commission sur la menace des missiles balistiques, qui a analysé la vulnérabilité des Etats-Unis à une attaque de missiles.

Le président Bush a déclaré que son choix de M. Rumsfeld était dû, en partie, à l'excellent travail qu'avait fait ce dernier au sein de cette commission. « J'ai pensé qu'il avait accompli un travail extraordinaire dans cette mission délicate. Il a su rassembler des spécialistes qui comprennent les réalités du monde moderne. En le nommant à son poste, j'ai choisi un homme réfléchi et prévenant, et doté d'une grande sagesse concernant la question de la défense antimissile. »

Plus récemment, de 1999 à 2000, M. Rumsfeld a été membre de la commission américaine sur le déficit commercial. Durant le gouvernement Reagan, il a été conseiller auprès du département d'Etat et du ministère de la défense, et a fait partie du comité consultatif général du président sur la maîtrise des armements. Enfin, il a présidé, durant le gouvernement Clinton, la commission américaine chargée d'étudier l'impact de la gestion et de l'organisation de l'espace sur la sécurité nationale. ●

LA CONSEILLERE EN MATIERE DE SECURITE NATIONALE, CONDOLEEZZA RICE

Biographie

A prêté serment en qualité d'assistante du président pour les affaires relatives à la sécurité nationale le 22 janvier.

EXPÉRIENCE DANS LA FONCTION PUBLIQUE : Membre du Conseil national de sécurité (1989-1991), en qualité de directrice des questions relatives à l'Union soviétique et à l'Europe de l'Est ; elle a accédé ensuite au poste d'assistante spéciale auprès du conseiller en matière de sécurité nationale.

AUTRE EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE : Professeur et doyenne de l'université Stanford ; membre de l'Institut Hoover.

EDUCATION : Licence et doctorat en sciences politiques de l'université de Denver ; maîtrise de l'université Notre-Dame.

LE PRÉSIDENT BUSH À PROPOS DE MME RICE : « Mme Rice est non seulement une personne brillante, mais aussi une personne qui a de l'expérience. C'est une bonne gestionnaire. Je me fie à son jugement. La nation va constater que c'est un être d'élite, et je suis honoré qu'elle se joigne à mon gouvernement. »

MME RICE AU SUJET DE LA SÉCURITÉ NATIONALE :
« George W. Bush ne permettra jamais que les Etats-Unis et leurs alliés soient exposés au chantage. Et que personne ne s'y trompe : c'est bien de chantage qu'il s'agit lorsque des Etats dévoyés cherchent à se doter de missiles balistiques de longue portée. Il est temps de nous débarrasser du carcan de la guerre froide. Il est temps d'avoir un président qui se consacre à une nouvelle stratégie nucléaire et au déploiement, dès que possible, d'une défense antimissiles efficace. George W. Bush sait que l'Amérique a des alliés et des amis qui partagent nos valeurs. Comme il l'a dit, le président doit pouvoir appeler ses amis quand il n'a pas besoin d'eux, de manière à pouvoir compter sur eux lorsque leur aide sera nécessaire. »

NOTE : Mme Rice, âgée de 46 ans, est une spécialiste reconnue de la Russie et de la maîtrise des armements. Elle est favorable à la création d'une défense antimissiles balistiques pour les Etats-Unis et elle s'est interrogée sur le bien-fondé de certains déploiements de forces américaines, déclarant qu'il serait judicieux d'examiner les ressources disponibles et d'envisager la création de coalitions afin de mieux partager le fardeau. En ce qui concerne la possibilité de négocier une nouvelle réduction des armements nucléaires russes et américains, Mme Rice a estimé que le concept stratégique bilatéral actuel remontait à la guerre froide et qu'il était « temps de concevoir un nouveau concept stratégique ». A son avis, l'importance du futur arsenal nucléaire américain doit être déterminée par une analyse interne.

Mme Rice est l'auteur ou coauteur de plusieurs livres, dont « Germany Unified and Europe Transformed » (1995), « The Gorbachev Era » (1986), et « Uncertain Allegiance: The Soviet Union and the Czechoslovak Army » (1984). A son arrivée à Washington, en 1986, elle a collaboré aux travaux de planification nucléaire stratégique de l'état-major des armées en qualité de chargée de recherches au sein du Conseil sur les relations extérieures. ●

GEORGE TENET, DIRECTEUR DES SERVICES CENTRAUX DU RENSEIGNEMENT

Biographie

Nomination confirmée le 11 juillet 1997 par un vote unanime du Sénat des Etats-Unis. Le président George W. Bush l'a prié, le 16 janvier 2001, de continuer d'exercer ses fonctions, ce qui a fait de lui le premier directeur des services centraux du renseignement en 32 ans à conserver son poste après un changement de parti politique à la Maison-Blanche.

EXPÉRIENCE DANS LA FONCTION PUBLIQUE : Directeur des services centraux du renseignement (depuis 1997); directeur adjoint des services centraux du renseignement (1995-1997); assistant spécial du président et directeur en chef des programmes de renseignement, Conseil national de sécurité (1993-1995); directeur, chargé de la supervision des négociations sur la limitation des armements entre l'Union soviétique et les Etats-Unis, puis directeur du personnel, Commission sénatoriale spéciale sur le renseignement (1986-1993); assistant juridique et directeur des affaires législatives pour le sénateur John Heinz (1982-1985)

EDUCATION : Licence de l'Ecole du service diplomatique de l'université de Georgetown; maîtrise de l'Ecole des affaires internationales de l'université Columbia.

M. Tenet au sujet du renseignement : La fonction du renseignement stratégique « est de contrecarrer ceux qui agissent contre la sûreté et la sécurité de l'Amérique, de pénétrer les secrets que les nations, les organisations et même les particuliers souhaitent le plus dissimuler, et de découvrir leurs plans et leurs intentions. Dans un environnement international tel que le nôtre, où la puissance nationale se mesure à l'aune non seulement du matériel militaire, mais aussi de l'information, nous existons pour conférer à notre pays un avantage décisif. »

NOTE : En tant que directeur des services centraux du renseignement, George Tenet est à la tête de la communauté du renseignement (à savoir tous les organismes de renseignement des Etats-Unis touchant l'étranger) et dirige l'Agence centrale du renseignement (CIA). Lorsqu'il était directeur en chef des programmes de renseignement au sein du Conseil national de sécurité, il a assuré la coordination des directives présidentielles concernant « les priorités en matière de renseignement », « la coordination de la politique relative à la sécurité », « l'efficacité du contre-espionnage » et « les capacités des Etats-Unis dans le domaine de la téléobservation ». Il était également chargé de la coordination de toutes les activités interagences concernant les opérations secrètes. Avant d'entrer au Conseil national de sécurité, M. Tenet a été membre de l'équipe de transition du président Clinton pour la sécurité nationale et a coordonné l'évaluation de l'ensemble des services du renseignement des Etats-Unis. M. Tenet est l'auteur de : « The Ability of U.S. Intelligence to Monitor the Intermediate Nuclear Force Treaty » (L'aptitude des services du renseignement des Etats-Unis à surveiller le Traité sur l'élimination des missiles de moyenne et de plus courte portée.) ●

La sécurité nationale des Etats-Unis : L'équipe du président George W. Bush
Articles récents (en anglais)

Carter, Ashton B. KEEPING AMERICA'S MILITARY EDGE (*Foreign Affairs*, vol. 80, no. 1, January/February 2001, pp. 90-105)

Although the near-term proficiency of the U.S. military is "unrivaled," the long-term readiness of the national security establishment to face tomorrow's threats "remains in question," the author says. He outlines a series of managerial changes that he believes are necessary "to ensure that the U.S. military keeps its advantage...in the face of the globalization, commercialization, and information revolutions that are transforming the world."

Cohen, Eliot A. DEFENSE AND THE NEW PRESIDENT: REMAKING THE MILITARY (*Current*, no. 427, November 2000, pp. 3-9)

The U.S. military — despite its inertia toward change — is in need of a drastic overhaul, the author says. The current problems will not have severe repercussions in the short term, but he warns that the long-term consequences could be deadly. The military, he says, needs to focus on four topics: defense against weapons of mass destruction, conventional dominance, short-term contingencies, and peace maintenance. He further advocates a strong role for civilians in changing the military to adequately reflect today's world.

Cohen, William S. PRINCIPLES FOR A NATIONAL SECURITY CONSENSUS (*The Washington Quarterly*, vol. 24, no. 2, Spring 2001, pp. 75-81)

Former U.S. Defense Secretary William Cohen argues that today's policy makers can arrive at a bipartisan U.S. foreign policy as long as they reaffirm that national security should never be partisan. To support that principle, he says the executive and legislative branches must work as partners, and at the same time there must be "robust and informed debate on matters of national security." His commentary is joined by the work of seven other political leaders and policy experts, including Senators John Kerry and Charles Hagel, Norman Ornstein, Alton Frye, former Congressmen Newt Gingrich and Lee Hamilton, and former deputy defense secretary John Hamre, in a series of articles on bipartisan foreign policy-making.

Graham, Thomas W. NATIONAL SECURITY: OPPORTUNITIES AND DANGERS FOR THE NEW ADMINISTRATION (*Public Perspectives*, vol. 12, no. 1, January/February 2001, pp. 22-33)

The American public is not as ambivalent about nor ignorant of foreign policy issues as many would believe, Graham says. Foreign policy, he notes, is something that Americans take seriously. According to polls, he says, Americans' foreign policy concerns have shifted and now reflect four main issues: biological and chemical weapons, nuclear proliferation, terrorism, and drugs. Graham says the new administration would be well served to regularly poll Americans on their attitudes as this would be useful in making foreign policy decisions and securing American support.

Rice, Condoleezza. RICE TALK (*The International Economy*, vol. 14, no. 5, September/October 2000, pp. 36-39)

In an interview shortly before she became President Bush's National Security Advisor, Rice discusses trade with Mexico, the collapse of the Soviet Union, immigration policy, defense issues, and international economics. Economic issues, she says, are critical because they have the potential "to reshape the entire international political dynamic by creating a more prosperous...democratic environment."

Traub, James. W.'S WORLD (*New York Times Magazine*, January 14, 2001, pp. 28-34)

The foreign affairs outlook of the new Bush administration is strikingly different from that of the administration of the first President Bush, the author says. Noticeably absent from the new administration's pronouncements, he says, are references to humanitarian intervention, peacekeeping and nation-building; instead, the incoming Bush administration advocates "realism," extols free markets and trade, and is reluctant to commit U.S. military forces to ground operations overseas.

Les notes ci-dessus sont extraites d'un « Article Alert » présenté sur la page d'accueil de l'Office of International Information Programs, département d'Etat des Etats-Unis : "<http://usinfo.state.gov/admin/001/www/hapub.html>".

La sécurité nationale des Etats-Unis : L'équipe du président George W. Bush
BIBLIOGRAPHIE (en anglais)

Brown, Justin. BUSH'S FOREIGN-POLICY FOCUS CLOSER TO HOME (*The Christian Science Monitor*, vol. 93, no. 57, February 15, 2001, p. 2)

Carlucci, Frank; Hunter, Robert; Khalilzad, Zalmay. TAKING CHARGE: A BIPARTISAN REPORT TO THE PRESIDENT ELECT ON FOREIGN POLICY AND NATIONAL SECURITY. Santa Monica, CA: Rand, 2000. 61p.

DeYoung, Karen; Mufson, Steven. A LEANER AND LESS VISIBLE NSC (*The Washington Post*, February 10, 2001, pp. A1, A6)

FOREIGN DEFENSE POLICY, pp. 513-618 in Crane, Edward; Boaz, David, editors. CATO HANDBOOK FOR CONGRESS: POLICY RECOMMENDATIONS FOR THE 107TH CONGRESS. Washington: Cato Institute, 2001. 680p.

Gardels, Nathan. GEORGE W'S WORLDVIEW (*New Perspectives Quarterly*, vol. 18, no. 1, Winter 2001, pp. 35-37)

Grossman, Karl; Long, Judith. STAR WARS BOOSTERS (*The Nation*, vol. 272, no. 4, January 29, 2001, pp. 6-7)

Hirsh, Michael; Barry, John. LEADER OF THE PACK: THE GENERAL WAS FIRST-A GENUINE 'AMERICAN HERO' (*Newsweek*, vol. 136, no. 26, December 25, 2000, pp. 38-41)

Kitfield, James. A DIPLOMAT HANDY WITH A BAYONET (*National Journal*, vol. 33, no. 4, January 27, 2001, pp. 250-251)

Melloan, George. BUSH WILL ALTER FOREIGN POLICY STYLE AND SUBSTANCE (*Wall Street Journal*, January 16, 2001, p. A27)

Mulholland, David. BUSH 'A BOON FOR THE U.S. DEFENSE INDUSTRY' (*Jane's Defense Weekly*, vol. 35, no. 1, January 3, 2001, p. 19)

O'Hanlon, Michael. COME PARTLY HOME, AMERICA (*Foreign Affairs*, vol. 80, no. 2, March/April 2001, pp. 2-8)

Powell, Colin L. MY AMERICAN JOURNEY. New York: Random House, 1995. 643p.

Powell, Colin L. A PREVIEW FROM POWELL (*Air Force Magazine*, vol. 84, no. 2, February 2001, pp. 58-59)

Rice, Condoleezza. PROMOTING THE NATIONAL INTEREST (*Foreign Affairs*, vol. 79, no. 1, January/February 2000, pp. 45-62)

Rice, Condoleezza; Zelikow, Philip D. GERMANY UNIFIED AND EUROPE TRANSFORMED: A STUDY IN STATECRAFT. Cambridge: Harvard University, 1997. 493p.

U.S. Congress, Senate, Committee on Armed Services. SECRETARY OF DEFENSE NOMINATION: HEARING. Washington: Government Printing Office, January 11, 2001.

U.S. Congress, Senate, Committee on Foreign Relations. SECRETARY OF STATE NOMINATION: HEARING. Washington: Government Printing Office, January 17, 2001.

U.S. Institute of Peace. ADAPTING TO THE NEW NATIONAL SECURITY ENVIRONMENT. Washington: U.S. Institute of Peace, December 2000. 8p.

Walker, Martin. THE NEW 'FOREIGN POLICY': SPICED UP BUT STILL LEAVENED WITH INSIGHT (*The Chronicle of Higher Education*, vol. 47, no. 18, January 12, 2001, pp. B12-B13)

Weinberger, Caspar W. THE FIRST PRIORITY FOR OUR NEW PRESIDENT (*Forbes*, vol. 167, no. 2, January 22, 2001, p. 49)

Wilson, George C. GUNS APLENTY, BUTTER BE DAMNED (*National Journal*, vol. 33, no. 4, January 27, 2001, pp. 252-253) ●

La sécurité nationale des Etats-Unis : L'équipe du président George W. Bush

PRINCIPAUX SITES INTERNET

*Le département d'Etat américain n'est pas responsable du contenu
et de la disponibilité des ressources énumérées ci-dessous.*

The American Enterprise Institute: Transition to
Governing Project
<http://www.aei.org/governing/>

American Foreign Policy Council
<http://www.afpc.org/>

The Brookings Institution
<http://www.brookings.edu/>

Carnegie Endowment for International Peace
<http://www.ceip.org/>

Center for Strategic and International Studies
<http://www.csis.org/>

Council on Foreign Relations: State Department Reform
Task Force Report
http://www.cfr.org/p/pubs/StateDepart_TaskForce.html

Foreign Policy Association
<http://www.fpa.org/>

Foreign Policy in Focus
<http://www.foreignpolicy-infocus.org/>

The Heritage Foundation's Mandate for Leadership
Project
<http://www.heritage.org/mandate/>

Hoover Institution
<http://www.hoover.org/>

U.S. Central Intelligence Agency
<http://www.cia.gov/>

U.S. Commission on National Security
<http://www.nssg.gov/>

U.S. Congress, House, Committee on Armed Services
<http://www.house.gov/hasc/>

U.S. Congress, House, Committee on International
Relations
http://www.house.gov/international_relations/

U.S. Congress, Senate, Committee on Armed Services
http://www.senate.gov/-armed_services/

U.S. Congress, Senate, Committee on Foreign Relations
<http://www.senate.gov/-foreign/>

U.S. Department of Defense: DefenseLINK
<http://www.defenselink.mil/>

U.S. Department of State
<http://www.state.gov/>

U.S. Department of State: International Security
<http://usinfo.state.gov/topical/pol/pol.htm>

U.S. Institute of Peace
<http://www.usip.org/>

U.S. Mission to the U.N.
<http://www.un.int/usa/>

U.S. National Security Council
<http://www.whitehouse.gov/nsc/>

U.S. President
<http://www.whitehouse.gov/>

Yahoo Index to U.S. Foreign Policy
[http://dir.yahoo.com/Government/U_S_Government/
Politics/Foreign_Policy/](http://dir.yahoo.com/Government/U_S_Government/Politics/Foreign_Policy/)



LES OBJECTIFS DE POLITIQUE ETRANGERE DES ETATS-UNIS

VOLUME 6

REVUE ELECTRONIQUE DU DEPARTEMENT D'ETAT DES ETATS-UNIS

NUMERO 1

*La sécurité nationale des Etats-Unis :
L'équipe du président George W. Bush*

Mars 2001